



MIGRER POUR RÉUSSIR

ANALYSE DES TRAJECTOIRES MIGRATOIRES
DE LA JEUNESSE GUINÉENNE À TRAVERS
L'EXPÉRIENCE DES MIGRANTS DE RETOUR

Etude réalisée par OIM Guinée en partenariat avec l'Institut National de la Statistique (INS) et sous le financement du département du Développement International de la Grande Bretagne (DFID) dans le cadre du programme *Sécurité, Support et Solutions sur la Route de la Méditerranée Centrale*.

AUTEURS :

Aly KOMAH, Directeur du département Cartographie de l'INS

Aboubacar KABA, Directeur Général de l'INS

Djiguiba CAMARA, Chargé de la gestion de l'Information, OIM Guinée

Ibrahima Sory CONTE, Assistant chargé de la gestion de l'information, OIM Guinée

ÉQUIPE ASSOCIÉE :

Bérénice BOUKARE, Chargée des recherches, IOM RO Dakar

Damien JUSSELME, Coordinateur régional de la DTM, IOM RO Dakar

Michael ASIMA, Chef de projet DFID, OIM Guinée

NDIAYE Fatou Diallo, Cheffe de mission, OIM Guinée

L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société toute entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

© 2019 Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Couverture : Migrant de retour travaillant dans un groupement maraîcher à Kindia, Guinée, Août 2019.

Copyright © OIM/Aissata FOFANA

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ENCADRÉS, CARTES, TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	4
ACRONYMES ET TERMINOLOGIE.....	6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	8
INTRODUCTION ET CONTEXTE.....	11
CADRE THÉORIQUE.....	13
MÉTHODOLOGIE.....	16
I. LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE DES JEUNES GUINIÉNS : UNE GÉNÉRATION EN QUÊTE D'OPPORTUNITÉS.....	19
1. LE PROFIL SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DES MIGRANTS DE RETOUR.....	19
2. ANALYSE DES SITUATIONS ÉCONOMIQUES AVANT LE DÉPART ET AU RETOUR, UNE PRÉCARISATION DES CONDITIONS DE VIE ?	24
3. UNE MIGRATION AUTONOME DES JEUNES AU DÉTRIMENT DES FAMILLES ET COMMUNAUTÉS.....	26
4. LES MODES DE VOYAGE : L'INFLUENCE DES RÉSEAUX SOCIAUX ET DES AUTRES JEUNES.....	29
II. LES EXPÉRIENCES MIGRATOIRES DES JEUNES GUINIÉNS : UNE FORTE MOBILITÉ INTRARÉGIONALE.....	32
1. QUITTER LA GUINÉE : QUELS FACTEURS DE MOBILITÉ CHEZ LES JEUNES ?	32
2. LES DESTINATIONS PRIVILÉGIÉES DES JEUNES MIGRANTS.....	36
3. LES DÉPLACEMENTS DANS LES PAYS ET LOCALITÉS DE TRANSIT	38
III. LES DIFFICULTÉS LIÉES AU VOYAGE ET AU RETOUR AU SEIN DU PAYS D'ORIGINE.....	43
1. LA ROUTE DE LA MÉDITERRANÉE CENTRALE : UN VOYAGE LONG OÙ LES JEUNES S'EXPOSENT À DES RISQUES ET ABUS MULTIPLES.....	43
2. LA RÉINTÉGRATION COMPLEXE DES MIGRANTS DE RETOUR, DE L'ACCEPTATION INITIALE À LA MÉFIANCE	46
3. LES INTENTIONS DE VOYAGE APRÈS LE RETOUR EN GUINÉE	49
CONCLUSIONS	50
RECOMMANDATIONS	51
BIBLIOGRAPHIE.....	54
ANNEXES.....	56
ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE DÉTAILLÉE DE L'ÉTUDE.....	56

LISTE DES ENCADRÉS, CARTES, TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par type de région naturelle.....	19
Graphique 2 : Répartition (%) des jeunes migrants par milieu de résidence au retour.....	20
Graphique 3 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par sexe.....	21
Graphique 4 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par tranche d'âge, statut matrimonial et appartenance ethnique.....	22
Graphique 5 : Origine polygamique des migrants de retour.....	22
Graphique 6 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par niveau d'éducation, situation d'abandon des études et le motif d'abandon.....	23
Graphique 8 : Statut professionnel actuel des jeunes migrants.....	24
Graphique 7 : Statut professionnel des jeunes migrants avant le départ.....	24
Graphique 9 : Comparaison des secteurs d'activités avant le départ et au retour en Guinée.....	25
Graphique 10 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour selon le niveau d'implication de la famille à la préparation du voyage.....	27
Graphique 11 : Avis final de la famille lorsqu'elle est mise au courant des intentions de migration.....	29
Graphique 12 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour selon la participation de l'entourage à la préparation du voyage et le mode de participation.....	30
Graphique 13 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour selon le coût du voyage et le mode d'acquisition des frais de voyage.....	31
Graphique 14 : Proches du migrant ayant quitté la Guinée.....	33
Graphique 15 : Départ d'un proche comme déclencheur de la migration parmi les migrants ayant un proche qui a quitté la Guinée.....	33
Graphique 16 : Réseaux choisis pour les personnes n'utilisant pas les réseaux de passeurs.....	35
Graphique 17 : Répartition géographique (%) des ménages enquêtés.....	35
Graphique 18 : Défi principal, secondaire et tertiaire des ménages.....	36
Graphique 19 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour selon le nombre de migration, la voie empruntée pour la dernière migration et la raison du choix de la voie.....	37
Graphique 20 : Répartition par âge des travailleurs orpailleurs de la préfecture de Siguiri.....	42
Graphique 21 : Mode de voyage privilégié choisi par les migrants.....	44
Graphique 22 : Réaction de la communauté au retour des jeunes migrants.....	47
Graphique 23 : Réaction des parents au retour des jeunes migrants.....	47
Graphique 24 : Sentiment d'intégration au sein des communautés de retour.....	47
Graphique 25 : Les intentions futures des jeunes migrants de retour.....	49

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition (%) des migrants de retour par région de résidence selon la région d'origine (départ)	20
Tableau 2 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par situation de résidence.....	21
Tableau 3 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par période selon le revenu mensuel.....	26
Tableau 4 : Raisons de quitter la Guinée des jeunes migrants de retour (%)	32
Tableau 5 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour selon la durée de voyage	37
Tableau 6 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour ayant eu recours à un réseau de passeur selon la source d'information utilisée.....	43
Tableau 7 : Difficultés et abus rencontrés pendant la migration (Question à choix multiples).....	45
Tableau 8 : Raisons de prise de décision pour le retour en Guinée des jeunes migrants (%) (Question à choix multiples).....	46
Tableau 9 : Raisons de repartir à l'étranger des jeunes migrants de retour (%)	49

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Carte des zones d'étude des facteurs qui sous-tendent la migration irrégulière des jeunes Guinéens....	16
Carte 2 : Cartographie participative sur les modes de transports et la présence de réseaux de proches	34
Carte 3 : Cartographie participative sur les localités identifiées comme prioritaires.....	39
Carte 4 : Cartographie participative sur le temps passé dans chaque localité de transit.....	40
Carte 5 : Cartographie participative sur les activités économiques menées sur les routes migratoires.....	41

ACRONYMES ET TERMINOLOGIE

ACRONYMES

ARVR	Aide au retour volontaire et à la réintégration
BOCEJ	Booster les Compétences pour l'Employabilité des Jeunes
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
DFID	Département pour le Développement International
FGD	Focus Group Discussion
FFUE	Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne
GNF	Franc Guinéen
OIM	Organisation Internationale pour les Migration
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
INS	Institut Nationale de la Statistique
ODK	Open Data Kit
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PEJ	Projet Emploi des Jeunes en Guinée

TERMINOLOGIE

Migrant : Au niveau international, il n'existe pas de définition universellement acceptée du terme « migrant ». Ce terme s'applique habituellement lorsque la décision d'émigrer est prise librement par l'individu concerné, pour des raisons « de convenance personnelle » et sans intervention d'un facteur contraignant externe. Ce terme s'applique donc aux personnes se déplaçant vers un autre pays ou une autre région aux fins d'améliorer leurs conditions matérielles et sociales, leurs perspectives d'avenir ou celles de leur famille.

Migration de retour : Migration ramenant une personne à son lieu de départ – pays d'origine ou lieu de résidence habituelle - généralement après un séjour d'une année au moins à l'étranger. La migration de retour peut être volontaire ou forcée. Elle inclut le rapatriement librement consenti.

Migration irrégulière : Migration internationale contrevenant au cadre légal du pays d'origine, de transit ou de destination. Il n'y a pas de définition universellement acceptée de la migration irrégulière. Dans la perspective du pays de destination, il s'agit de l'entrée, du séjour et du travail illégal dans le pays, impliquant que le migrant n'a pas les autorisations d'immigration pour entrer, résider et travailler dans le pays en question. Dans la perspective du pays d'origine, l'irrégularité s'avère par exemple lorsqu'une personne franchit une frontière internationale sans un passeport ou document de voyage valide, ou ne remplit pas les exigences administratives pour quitter le pays. Il y a cependant une tendance à restreindre l'usage du terme « migration illégale » aux cas de traite des personnes et au trafic illicite des migrants.

Migration régulière : Migration internationale effectuée en conformité avec le cadre légal du pays d'origine, de transit et de destination.

Passeur : Intermédiaire qui, dans le cadre d'un contrat conclu avec des personnes, assure de façon illicite leur transport à travers une frontière internationalement reconnue d'un Etat afin d'obtenir un avantage financier ou un autre avantage matériel.

Transit : Situation des personnes, des biens ou des marchandises dont le trajet sur le territoire d'un Etat n'est que la fraction d'un trajet total commencé et devant se terminer sur le territoire d'autres Etats. Escale d'une durée variable lors d'un trajet entre deux ou plusieurs pays, soit de manière incidente à l'occasion d'un déplacement continu, soit afin de gagner un moyen de transport quel qu'il soit.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le phénomène migratoire en République de Guinée s'inscrit dans une histoire longue et englobe des dynamiques multiples. Si la Guinée a accueilli près de 650 000 réfugiés originaires de Sierra Leone et du Libéria à la suite des conflits sévissant dans ces deux pays entre 1989 et 2003, elle est aussi une terre d'émigration. Les trois quarts des ressortissants guinéens migrent d'abord vers les pays de l'espace de la CEDEAO, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou encore le Mali, pour avoir accès à de meilleures opportunités économiques (Petit et Balde, 2017). En 2015, le flux d'émigration vers la France était trois fois moins élevé que les flux en destination de la Côte d'Ivoire. Ainsi la migration internationale depuis la Guinée n'est pas un phénomène nouveau et s'est aussi beaucoup diversifiée depuis l'indépendance du pays. Elle se concentre principalement en l'Afrique de l'Ouest mais vise aussi de nouveaux espaces en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord¹, dépassant ainsi les liens coloniaux avec l'ancienne métropole.

Le phénomène plus récent de la migration irrégulière des jeunes de 15-24 ans en Guinée ayant pris une ampleur considérable en 2016² constitue une des multiples dynamiques migratoires en Guinée et nécessite une attention particulière par son caractère inédit et ses implications politiques, sociales et économiques. Entre 2015 et 2018, l'OIM a enregistré plus de 25 000 migrants guinéens arrivés irrégulièrement en Italie, ces statistiques placent la Guinée parmi les pays à fort taux de départ de migrants irréguliers en Afrique sub-saharienne. Grâce à l'initiative FFUE (Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne) et d'autres programmes, l'OIM a pu faciliter le retour volontaire de plus de 10.000 migrants entre janvier 2017 et septembre 2018.

L'objectif principal de cette recherche est de comprendre les facteurs qui sous-tendent la migration irrégulière des jeunes Guinéens âgés de 15 à 24 ans vers l'Europe à travers le cas spécifique des migrants de retour ayant bénéficié d'une assistance au retour par l'OIM en 2017³. Cette recherche a privilégié une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives. La collecte des données a été faite individuellement auprès de 415 jeunes migrants de retour, 217 ménages (dans lesquels résident ou ont résidé les jeunes migrants) et des groupes de discussion organisés auprès de la communauté et des jeunes migrants en février-mars 2019.

Les résultats de la recherche ont montré que Conakry demeure la ville de résidence de la moitié des jeunes migrants de retour. Alors que seulement 27% des jeunes ayant migré ont quitté Conakry, à leur retour, plus de la moitié se sont installés dans la capitale guinéenne (51%). Environ neuf jeunes migrants de retour sur dix (87%) résident en milieu urbain. Au retour, un tiers des jeunes deviennent indépendants, 31% vivent chez eux, bien que cette tendance soit moins marquée chez les jeunes femmes, qui auront plus tendance à habiter chez un proche parent (29%). Les femmes représentent 15% de l'échantillon sélectionné. L'âge moyen des jeunes migrants de retour est de 21 ans et ils sont généralement issus d'union polygamique (65%). Les Peulhs et Malinkés représentent respectivement 40% et

¹ Les Etats-Unis seraient la sixième destination d'émigration des Guinéens en 2015 avec 18 331 arrivées, selon les données de l'OIM publiées en 2017.

² Les estimations de l'OIM de 2017 indiquent que 13 342 Guinéens sont arrivés sur les côtes italiennes en 2016 contre seulement 2629 en 2015. <https://www.iom.int/fr/news/arrivees-de-migrants-par-la-mediterranee-en-europe-1-159-deces-en-mer-27>

³ En analysant spécifiquement le parcours des migrants de retour ayant bénéficié d'une aide au retour par l'OIM en avril 2017, l'échantillon sélectionné dans le cadre de la recherche n'est pas représentatif de l'ensemble des migrants de retour originaires de Guinée au niveau national. De la même manière, les expériences des migrants irréguliers ayant réussi à atteindre les côtes européennes (Italie, Espagne, Grèce) ne sont pas représentées dans la présente recherche, mais pourront faire l'objet de futures études. Les résultats obtenus donnent cependant une image fidèle des parcours d'une proportion des jeunes ayant fait le choix de la migration irrégulière vers l'Europe mais dont l'expérience migratoire s'est terminée dans les pays de transit, en Libye, Niger et Maroc où ils ont pu ainsi bénéficier du programme d'Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration par l'Organisation Internationale pour les Migrations.

37% des jeunes migrants de retour, ce qui semble correspondre à d'anciennes dynamiques migratoires, ces deux groupes ethniques ayant forgé une forte tradition de la mobilité à l'international dès les années 1980.

Les résultats des enquêtes individuelles ont cependant montré que la proportion des jeunes migrants en situation de chômage a fortement augmenté entre les deux périodes (avant migration / retour). Cette proportion est passée de 4% avant le départ à 45% après le retour. Le revenu mensuel des jeunes migrants entre les deux périodes a aussi nettement baissé. Ces deux résultats témoignent ainsi de la précarisation des conditions de vie des jeunes migrants à leur retour et des difficultés liées à la réintégration sociale et économique durable.

La migration irrégulière des jeunes reflète aussi des changements sociaux et culturels importants au sein de la société guinéenne. L'accord de principe de la famille aux jeunes migrants est souvent difficile à obtenir et les résultats qualitatifs ont montré que les membres du ménage ainsi que les communautés s'opposent même au projet migratoire. Malgré le fait que la majorité des familles donne leur accord final (85%), seulement 22% des jeunes migrants ont informé la famille sur le projet de voyage pour l'étranger. La recherche a aussi mis en valeur l'importance « des réseaux migratoires » dans les stratégies de migration des plus jeunes. En effet, dans leur projet de migration, les amis sont les principaux soutiens pour la préparation au voyage (40%) alors que le rôle des parents reste moins important dans cette étape.

Pour les jeunes migrants de retour, la raison principale de quitter le pays a été le manque d'opportunités économiques (69%). Ce résultat a été confirmé par les informations données par les ménages. En effet pour 55% des ménages interrogés, le principal défi est l'accès à la nourriture, suivi par le manque de travail et le manque d'accès au service de santé.

Concernant le mode de migration choisi, près de trois quarts des jeunes migrants de retour enquêtés dans le cadre de cette recherche (73%), ont déclaré avoir emprunté la voie terrestre. La voie maritime a été empruntée par 15% des jeunes migrants. Par ailleurs, un dixième des jeunes ont déclaré emprunter des voies mixtes (terrestre, maritime, autre). Même si les départs enregistrés vers l'Europe ont relativement augmenté, les jeunes migrants se retrouvent en réalité souvent bloqués pour plusieurs mois dans des pays de transit, comme le Niger, la Libye, la Tunisie ou l'Algérie. Sept migrants sur dix ont déclaré utiliser des réseaux de passeurs (70%).

Cette recherche, en s'intéressant aux réactions et perceptions de la famille, a aussi donné l'opportunité de mesurer l'impact du retour du jeune migrant sur le ménage. Pour trois quarts des jeunes (75%), la famille a bien accueilli leur retour. Par ailleurs, 62% des jeunes ont déclaré être bien reçus par la communauté. Enfin, il est aussi intéressant de constater qu'à la suite du retour, trois quarts des jeunes migrants (76%) ont l'intention de s'installer en Guinée et trouver un emploi contre seulement 13% qui espèrent repartir pour une nouvelle migration.

Suite aux éléments d'analyse mis en perspective dans cette recherche, les recommandations suivantes ont été avancées par l'équipe de recherche et le groupe de travail en charge du suivi de l'étude :

- Continuer de promouvoir les activités de recherche, de collecte et d'analyse de données quantitatives et qualitatives sur la thématique de la migration des jeunes afin de mieux comprendre et analyser les facteurs qui les poussent à la mobilité. Ceci permettra de mettre en place des politiques publiques mieux adaptées aux besoins des populations.
- Soutenir les efforts existants et continuer à mettre en place des programmes professionnels concrets, de qualité et adaptés aux besoins locaux afin de répondre à la problématique de l'employabilité des jeunes de manière durable. Le manque d'opportunités économiques a en effet été désigné par 69% des jeunes

migrants comme la première raison de quitter la Guinée, et par 35% des jeunes migrants envisageant un nouveau départ vers l'Europe, après le retour.

- Inviter les acteurs de la société civile et les institutions gouvernementales à prendre en compte la dimension du genre dans la migration des jeunes en Guinée et les difficultés de réinsertion et de réintégration qui en découlent pour les jeunes migrantes de retour.
- Inviter les acteurs de la société civile à mettre en place des mécanismes de consultation, de dialogue et de regroupement directement auprès des plus jeunes, des adolescents et des communautés, par exemple par le biais de groupes de discussion réguliers, afin de mieux saisir leurs besoins, leurs aspirations et leurs attentes.
- Se rapprocher plus particulièrement des communautés rurales pour mettre en place des interventions et programmes de développement inclusifs adaptés aux réalités locales, en particulier aux plus jeunes. Ceci permettra d'œuvrer pour l'autonomisation des 'jeunes ruraux' tout en modifiant peu à peu les modalités de départ des jeunes Guinéens de ces mêmes zones, la migration devenant alors un choix, et non pas une « obligation »⁴.

⁴ Investir dans les jeunes ruraux pour favoriser un développement durable et équitable, FIDA, 2015
https://www.ifad.org/documents/38714170/39135645/investing_f.pdf/b9b6454a-9379-4bd8-b377-d3311ee17aab

INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le lundi 3 août 1999, à l'aéroport de Bruxelles, deux adolescents guinéens âgés de 14 et 15 ans étaient retrouvés morts de froid dans le train d'atterrissage d'un avion en provenance de Conakry. Les jeunes, dans une lettre émouvante adressée « aux Excellences, messieurs les membres et responsables de l'Europe »⁵ qui aura bouleversé les autorités belges et l'État Guinéen, avaient exprimé clairement leur prise de risques, justifiée par l'envie profonde d'étudier et la volonté de poursuivre leurs rêves dans un pays où tout leur semblait possible. À la suite de cet incident tragique, l'État Guinéen s'était donc promis de répondre aux ambitions de sa jeunesse en investissant dans l'éducation, les formations techniques et professionnelles et en enrayant le chômage.

L'adoption en 2000 des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement⁶ témoignait aussi à l'époque de la volonté ferme de la communauté internationale de mettre en œuvre les politiques et cadres institutionnels nécessaires pour assurer le développement humain à une échelle globale, notamment par l'élimination de l'extrême pauvreté (Objectif 1) et l'accès à l'éducation primaire pour tous (Objectif 2). L'objectif 8 quant à lui indiquait vouloir « développer et mettre en place des stratégies pour un travail décent et productif pour les jeunes »⁷.

Pourtant, vingt ans plus tard, malgré une croissance économique en hausse, ayant aussi comme effet l'augmentation des inégalités de revenus, la situation semble toujours complexe pour les jeunes Guinéens et Guinéennes. Système éducatif fragile, chômage de longue durée pour les jeunes diplômés pouvant atteindre presque 60% selon des estimations de 2019⁸, manque d'accès à la santé et à l'éducation, auxquels s'ajoutent encore les effets du changement climatique sur une productivité agricole déjà faible ; tout semble pousser les jeunes à quitter la Guinée pour tenter d'obtenir un emploi dans un autre pays. La situation des femmes guinéennes par rapport à l'accès à l'emploi préoccupe aussi car elles sont davantage affectées que les hommes par le chômage. Une situation inquiétante alors que la part des jeunes au sein de la population nationale est une des plus haute d'Afrique subsaharienne.⁹

Cette tendance est aussi propre à la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, où plus de 64% de la population a moins de 24 ans¹⁰. Dès lors, cette jeunesse en quête de rêves et d'avenir peut facilement partir à l'aventure au risque de leur vie afin d'obtenir une meilleure situation socio-économique et/ou de protection. De nombreux jeunes deviennent ainsi les parfaits candidats à la migration irrégulière.

Avec plus de 13 569 décès/disparus entre 2015 et juillet 2018, cette période a été la plus meurtrière de l'histoire pour les migrants et les réfugiés ayant traversé la Méditerranée et parfois le désert dans l'espoir d'atteindre l'Europe selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

L'OIM a aussi enregistré plus de 25 799 migrants guinéens arrivés en Italie entre 2015 et 2018. Ces statistiques placent la Guinée parmi les pays à fort taux de départ de migrants en Afrique sub-saharienne et ce malgré d'énormes

⁵ « Chez Fodé et Yaguine, « martyrs » de Guinée. Morts vers « le pays des rêves » deux adolescents voulaient simplement aller « étudier » en France. Leurs proches semblent étonnés, et la Guinée est sous le choc. » https://www.liberation.fr/planete/1999/08/12/grand-angle-chez-fode-et-yaguine-martyrs-de-guinee-morts-vers-le-pays-des-reves-deux-adolescents-vou_282124

⁶ <https://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

⁷ <https://www.ilo.org/public/french/bureau/exrel/mdg/briefs/mdg8.pdf>

⁸ « Guinée : permettre aux jeunes d'innover et d'entreprendre », Banque Mondiale, Janvier 2019. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2019/01/10/guinea-facilitating-youth-innovation-and-entrepreneurship>
« Le programme de pays pour la Guinée, 2013-2017 » fait également part d'une situation critique par rapport aux niveaux de chômage de longue durée dans la ville de Conakry qui peuvent atteindre 28,2 mois pour les hommes et 38, 6 mois pour les femmes. [https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Programme%20Documents/Guinea%20CPD%202013-2017%20\(fr\).pdf](https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Programme%20Documents/Guinea%20CPD%202013-2017%20(fr).pdf)

⁹ Selon les chiffres de la Banque Mondiale, sur ses 13 millions d'habitants, la Guinée compte 70% de jeunes de moins de 35 ans.

¹⁰ Rapport sur les adolescents et les jeunes : Afrique de l'Ouest et du Centre, United Nations Populations Fund, 2018.

potentialités fondées sur d'importantes ressources naturelles en particulier minières, comme l'or, la bauxite, le diamant et le nickel. Récemment, le rapport de l'OIM *Youth and Mobility* a de nouveau confirmé cette forte tendance à la migration depuis la Guinée et mis en évidence le fait que 46% des répondants de moins de 25 ans enquêtés au sein de la région pendant l'année 2018 sont des ressortissants Guinéens.

Cette situation inédite en Guinée a donné naissance au protocole d'entente tripartite¹¹ entre l'OIM, l'UNICEF en Guinée et le Ministère de l'Action sociale afin de « renforcer la gouvernance des migrations et le support à la réintégration des migrants en République de Guinée ».

Grace à l'initiative FFUE (Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne) et d'autres programmes, l'OIM a pu faciliter le retour volontaire et réintégrer un grand nombre de migrants retournés guinéens soit plus de 10 300 migrants de janvier 2017 à septembre 2018. Ces retournés volontaires sont souvent des jeunes ayant abandonné les études, analphabètes et/ou sans métiers fixes. Leurs pays de provenance sont essentiellement le Niger (47%), la Libye (33%), Mali (7%) et le Maroc (9%), considérés comme des pays de transit en général. Ainsi, selon les statistiques de l'OIM-Guinée, la catégorie d'âge de 18 à 35 ans constitue 90% des migrants retournés depuis 2017. En 2018, la République de Guinée a également signé des accords avec le gouvernement allemand afin d'établir un cadre institutionnel sur les questions de gouvernance et de coopération migratoire.

Dans ce contexte, s'interroger sur la migration irrégulière des jeunes entre 15 et 24 ans nous invite à réfléchir sur la problématique de l'insertion socioéconomique durable des membres les plus dynamiques de la société guinéenne. Au vu de l'évolution importante de ce phénomène migratoire en Guinée, il apparaît déterminant de collecter, traiter et analyser les données sur cette question afin de proposer une analyse pertinente au Gouvernement Guinéen, aux organisations nationales et autres acteurs internationaux. L'objectif est de renforcer leur compréhension des tendances et dynamiques migratoires et de ce fait d'améliorer les réponses à fournir pour limiter les conséquences négatives de la migration irrégulière. Cette initiative financée par le Département pour le Développement International (DFID) du Gouvernement du Royaume Uni s'inscrit dans cette dynamique.

¹¹ <https://www.iom.int/fr/news/loim-unicef-et-le-ministere-de-laction-sociale-signent-un-protocole-dentente-pour-la-protection>

OBJECTIFS GÉNÉRAL ET SPÉCIFIQUES DE LA RECHERCHE

Ainsi, l'objectif général de cette recherche est d'examiner les facteurs qui sous-tendent la migration irrégulière des jeunes Guinéens âgés de 15 à 24 ans.

L'atteinte de cet objectif permettra notamment de :

- Être en mesure de partager avec les acteurs nationaux et internationaux une analyse rigoureuse produite à partir d'informations pertinentes, actualisées et contextualisées en lien avec la problématique migratoire des jeunes ;
- Fournir une complémentarité avec les autres données collectées par l'OIM (AVRR, Points de Suivi de Population dans la région) afin de produire une analyse holistique de la migration des jeunes.

En termes d'objectifs spécifiques, l'enquête permettra de :

- Déterminer le profil sociodémographique et économique des jeunes migrants retournés guinéens ;
- Identifier les raisons qui motivent les jeunes à migrer irrégulièrement à destination de l'Europe ;
- Connaître leurs parcours migratoires, les routes empruntées ainsi que les causes/facteurs structurels et conjoncturels du phénomène migratoire ;
- Evaluer la perception de la communauté et des familles vis-à-vis des jeunes migrants de retour ;
- Evaluer les poids culturel, social et communautaire qui poussent les jeunes à migrer, comprendre leurs parcours migratoires et les conditions dans lesquels ils vivent dans leur communauté.

CADRE THÉORIQUE

Bien que la migration irrégulière vers l'Europe d'une population très jeune soit devenue plus visible ces dernières années, on compte notamment plus de 13 000 Guinéens arrivés sur les côtes italiennes en 2016, il convient de rappeler que les Guinéens migrent avant tout dans les pays de la CEDEAO (Veronique, 2017), au sein de pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mali ou la Sierra Leone¹². L'Institut National de la Statistique en Guinée a ainsi confirmé que la destination privilégiée des migrants guinéens entre 2007 et 2014 est tout d'abord le Sénégal, suivi de près par la Côte d'Ivoire¹³. Ainsi, l'importance médiatique de ce qu'on aura appelé 'la crise migratoire' et des mouvements migratoires Sud-Nord occulte une partie importante des dynamiques migratoires du pays, mais ne diminue en rien l'importance de saisir le phénomène de la migration irrégulière des jeunes à l'échelle régionale et globale pour la mise en place de politiques et institutions adaptées. La compréhension de ces dynamiques migratoires est d'autant plus difficile qu'elle se heurte à la faiblesse des données disponibles et donc à l'impossibilité des pouvoirs publics de pouvoir comprendre un phénomène social dans son intégralité.

Dans le cadre de cette étude les *approches micro-individuelles* permettront de mieux saisir les spécificités du profil sociodémographique du jeune migrant ainsi que les déterminants sociaux et culturels en jeu dans la prise de décision de migrer en Guinée. Nous nous intéressons aussi à l'interaction des facteurs individuels avec des modifications structurelles tels que l'évolution du niveau de chômage, du taux de pauvreté ou du niveau de salaire.

¹² Les données de l'OIM de 2017 indiquent en effet qu'en 2015 la Côte d'Ivoire est le premier pays d'émigration des Guinéens avec 94 980 ressortissants, suivis de la Sierra Leone (68 467), du Sénégal (49780) et du Libéria (37 380).

¹³ République de Guinée. Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Institut National de la Statistique (INS) Bureau Central de Recensement (BCR). Troisième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3). Edition décembre 2017.

Parmi les approches sociologiques de la migration, nous retiendrons pour cette analyse particulièrement les théories des « chaînes migratoires » (Massey & AL, 1998) et des « réseaux sociaux et transnationaux » puisqu'en s'intéressant particulièrement au rôle et à l'importance des proches, des amis et des réseaux de connaissances à la fois au sein du pays d'origine et du pays de destination, dans le processus de mobilité, elles permettent d'éclairer davantage la diversité de stratégies de migration chez l'individu. Etienne Piguet (2013) définit ainsi le réseau social comme « à la fois des sources d'informations et des fournisseurs d'aides et d'appui pour le voyage et l'installation dans un pays de destination ». L'auteur explique également de quelle manière le réseau social est étroitement connecté à la personne candidate à la migration : « L'individu confronté à la décision de migrer est désormais considéré comme relié à une structure sociale constituée par la famille proche et élargie, par les personnes originaires de la même région, du même groupe culturel ou plus largement par des amis et connaissances. ». Sonja Jaug (2008) ajoute aussi que les liens influencent la prise de décision individuelle par l'intermédiaire de cinq biais « les affinités, l'information, la facilitation, le conflit et l'encouragement ».

Parmi les approches micro individuelles nous retiendrons les travaux des auteurs suivants :

La migration comme « l'affirmation de soi »

Véritable stratégie d'affirmation de soi (Timéra, 2001), la migration permettrait aux jeunes de mettre en avant leur individualité en particulier au sein de sociétés définies par des codes et structures traditionnels et familiaux. Dans son ouvrage, l'auteur en analysant les processus migratoires des jeunes au Sahel et leur place au sein des sociétés rurales, propose d'analyser la migration irrégulière des jeunes hommes comme une démarche de réalisation et d'affirmation individuelle. Il affirme ainsi que « si la migration est une stratégie collective, familiale, voire villageoise, elle est également une entreprise éminemment individuelle dont une fonction majeure est l'individuation statutaire ». Il propose ainsi de revenir à une dimension « plus individuelle de la migration » en invitant à concevoir la migration des jeunes non pas seulement comme une démarche économique mais comme un moyen de revendiquer son existence au sein de l'espace social et public.

L'opportunité pour les hommes de construire leur « masculinité »

La migration des jeunes s'inscrit aussi dans un processus de transition de l'enfance à l'âge adulte (Juarez et al. 2015). La globalisation, les médias et l'utilisation des réseaux sociaux ont fortement augmenté la propension des jeunes à migrer ou à envisager un projet migratoire, puisque la réussite et l'existence d'opportunités à l'étranger sont directement mises en scène et sont de surcroît présentées comme facilement accessibles.

Barker (2005) dans ses recherches met quant à lui en avant le lien entre la migration des jeunes et adolescents hommes et les processus de construction de la masculinité. Il est important pour ces derniers de pouvoir acquérir une certaine indépendance économique, liée à la possibilité de se marier et donc de créer une famille, afin de pouvoir affirmer leur statut d'homme. Les résultats obtenus dans le cadre de cette recherche ont démontré que le difficile accès à l'emploi place les jeunes hommes dans des situations complexes. Ils se trouvent frustrés, « piégés dans un état de jeunesse » qui perdure malgré eux, mettant à mal à leur futur statut d'homme et retardant dans le même temps le processus social qui permet d'accéder à ce même statut. Cette situation les pousse donc à chercher d'autres solutions et moyens en dehors de leur localité d'origine, voir à s'engager dans des activités violentes ou illégales (Barker, 2005). La migration irrégulière des jeunes, se trouvant en quête de reconnaissance sociale parmi les leurs, peut donc tout à fait se comprendre dans ce cadre, en rappelant l'importance de l'aspect social et culturel du travail, au-delà de sa simple fonction économique.

Ainsi, les approches mentionnées précédemment permettront entre autres d'appréhender la migration des jeunes guinéens et Guinéennes de manière « positive », et au-delà de leur aspect irrégulier. Il convient en effet de lire et interpréter ces projets migratoires en reconnaissance des efforts accomplis pour accéder à un meilleur statut économique et social, rendant ainsi les jeunes Guinéens et Guinéennes « acteurs du monde contemporains »¹⁴.

Comme le résume Babacar Ndione (2009)¹⁵ « *Il est aujourd'hui admis que la volonté et la capacité de migrer à l'étranger résultent à la fois de la personnalité et des trajectoires socio-économiques du candidat migrant, de l'environnement produit par son ménage et sa communauté de référence, des circuits d'information auxquels il est exposé, des réseaux migratoires et des contextes politiques et économiques du pays d'accueil* ».

¹⁴ Dao Abdou, 2012, Anthropological Approaches to Studying the Mobility of Children in West Africa, in "African Migrations Research.

¹⁵ Ndione Babacar, 2009, *Contexte local et migration : l'exemple des dynamiques migratoires internationales de quartiers dans la ville sénégalaise de Kaolack*, Revue Européenne de Démographie, Vol. 25, No. 3 (Aug., 2009), pp. 325-354.

MÉTHODOLOGIE

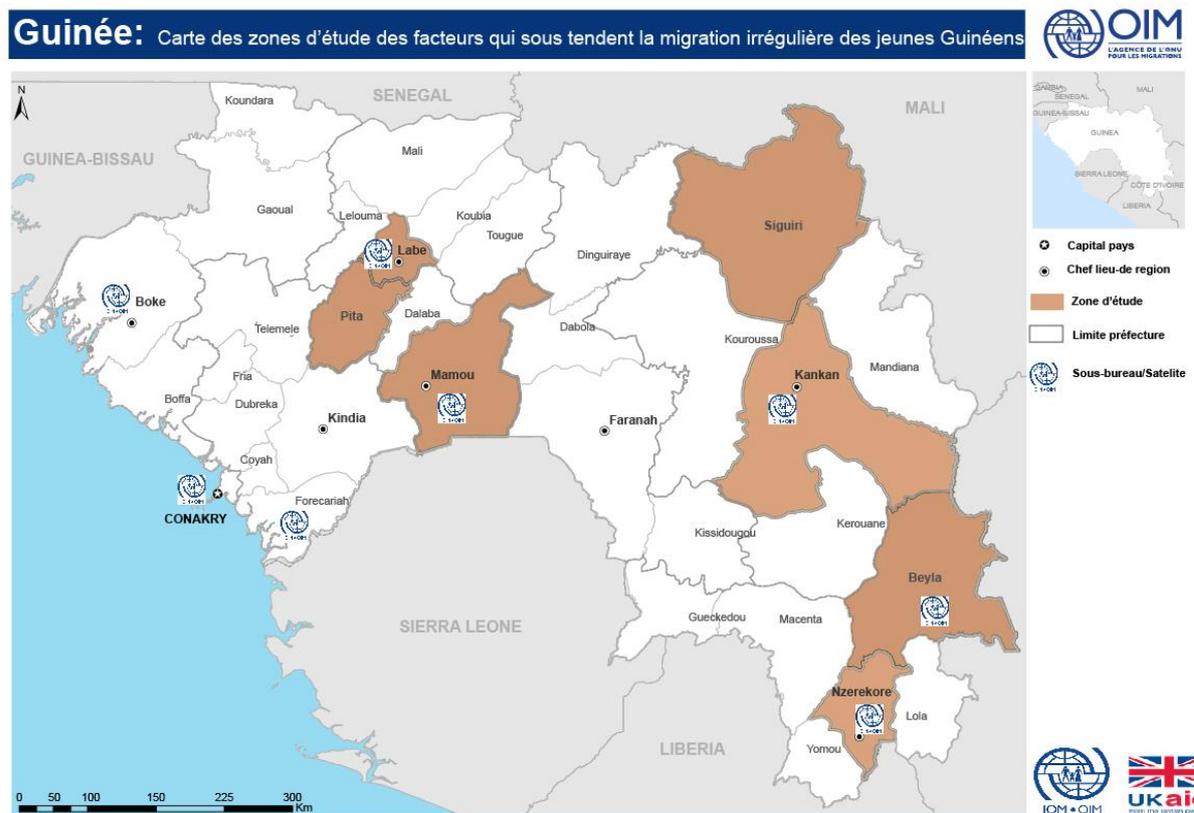
Cette recherche a privilégié une combinaison de méthodes de recherche qualitative et quantitative. Les éléments qualitatifs de cette analyse ont été particulièrement importants pour saisir les déterminants de la migration irrégulière et les motivations personnelles ou collectives en jeu. En effet l'OIM en Guinée dispose déjà d'un solide réseau de points de suivi des flux de population. L'approche qualitative choisie dans cette recherche permet de compléter ces résultats. Elle a été mise en œuvre en menant des entretiens semi-structurés auprès des migrants retournés, des ménages et des leaders communautaires dans différentes zones du pays.

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE DE LA RECHERCHE

En tenant compte des diversités socioculturelles de la Guinée et afin d'avoir un résultat plus représentatif, il est apparu nécessaire de réaliser cette recherche au sein des quatre zones géographiques homogènes ayant des particularités socio-culturelles différentes.

Il s'agit des zones suivantes :

- Le plateau de la Moyenne Guinée (Préfectures de Mamou, Pita et Labé) ;
- La Haute Guinée (Deux préfectures de la région de Kankan : Kankan et Siguiri) ;
- La dorsale guinéenne (Beyla et Nzérékoré).
- La Basse Guinée



Carte 1 : Carte des zones d'étude des facteurs qui sous-tendent la migration irrégulière des jeunes Guinéens

POPULATION CIBLÉE

- Les migrants retournés de Libye, du Niger ou du Mali âgés de 15 et 24 ans ayant bénéficié d'une aide au retour de l'OIM ; cette enquête téléphonique auprès des jeunes migrants de retour à couvert un échantillon de 415 individus repartis sur l'ensemble du territoire, dont 353 jeunes hommes et 62 jeunes femmes.
- Les ménages des migrants de retour : 210 ménages issus du milieu rural et urbain ayant au moins un jeune en migration ou retourné, ont été enquêtés pendant cette étape.
- Les communautés des zones à fort taux de migrants de retour composées essentiellement de :
 - Femmes leaders
 - Jeunes leaders / Association de jeunes
 - Autorités locales (Responsables communales, etc.)
 - Leaders communautaires (Religieux, chefs de quartier, Enseignant, etc.)

OUTILS DE COLLECTE

Cette recherche a utilisé quatre types de questionnaires :

- Un questionnaire individuel administré par téléphone auprès des migrants de retour ;
- Un questionnaire d'entretien auprès des ménages de migrants ;
- Un guide d'entretien pour les groupes de discussion (focus group) pour les leaders communautaires et retournés ;
- Une carte pour spatialiser les informations relatives au parcours migratoire. La cartographie participative des mobilités est un outil développé par l'OIM qui permet, à l'aide des groupes de discussion, de collecter rapidement auprès des informateurs clés, de l'information sur la situation économique des migrants et les communautés ainsi que les principaux axes routiers empruntés par les migrants.

LISTE DES PARTENAIRES CONSULTÉS DANS LE CADRE DE CETTE ÉTUDE

La réalisation de cette recherche a été possible grâce à une forte collaboration entre différents acteurs locaux et nationaux impliqués dans différents stades de la réalisation de la recherche, à la fois la validation de la méthodologie, des outils de collecte de données et la mise en place de la collecte de données.

N°	Partenaires/ONG	Zone
1	Institut National de la Statistique(INS)	Conakry
2	Préfets	Mamou, Pita, Siguiri et Beyla
3	Secrétaires Généraux chargés des collectivités locales	N'Zérékoré et Kankan
4	Maire	N'Zérékoré
5	AGIL	Mamou
6	Leaders communautaires	Toutes les zones d'étude

LIMITATIONS ET BIAIS DE LA RECHERCHE

En analysant spécifiquement le parcours des migrants de retour ayant bénéficié d'une aide au retour par l'OIM en avril 2017, l'échantillon sélectionné dans le cadre de la recherche n'est pas représentatif de l'ensemble des migrants de retour originaires de Guinée au niveau national. De la même manière, les expériences des migrants irréguliers ayant réussi à atteindre les côtes européennes (Italie, Espagne, Grèce) ne sont pas représentées dans la présente recherche, mais pourront faire l'objet de futures études. Les résultats obtenus donnent cependant une image fidèle des parcours d'une proportion des jeunes ayant fait le choix de la migration irrégulière vers l'Europe mais dont l'expérience migratoire s'est terminée dans les pays de transit, en Libye, Niger et Maroc où ils ont pu ainsi bénéficier d'une assistance au retour par l'Organisation Internationale pour les Migrations.

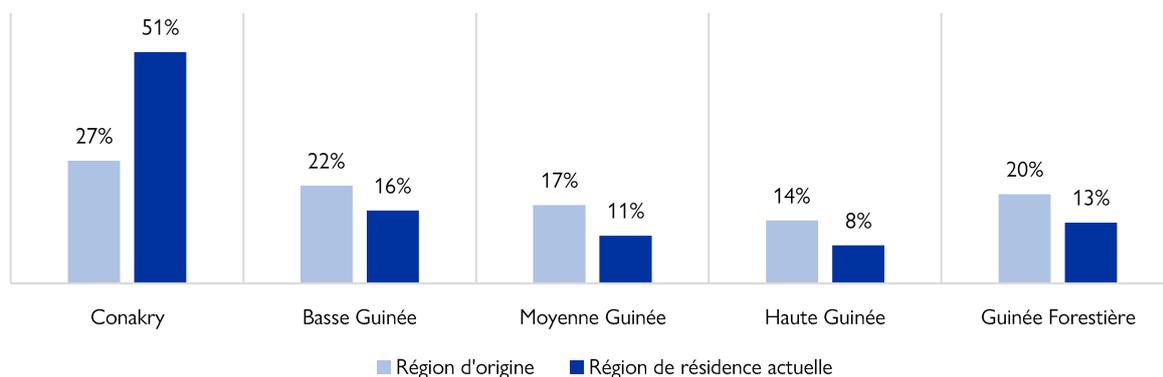
I. LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE DES JEUNES GUINÉENS : UNE GÉNÉRATION EN QUÊTE D'OPPORTUNITÉS

1. LE PROFIL SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DES MIGRANTS DE RETOUR

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES MIGRANTS DE RETOUR

Conakry est la ville de résidence de la moitié des jeunes migrants de retour. Alors que seulement 27% des jeunes ayant migré ont quitté Conakry, à leur retour, plus de la moitié ont trouvé refuge dans la capitale guinéenne (51%). Ce résultat correspond en effet à la situation économique nationale, Conakry étant le principal pôle économique et industriel du pays. Cela tend à montrer que la priorité pour ces jeunes dès leur retour est d'avoir accès à des opportunités économiques.

A l'exception de Conakry, quelle que soit la région d'origine, la proportion des jeunes migrants ayant quitté leur région est supérieure à celle des migrants retournant au sein de la même région. Au moment de l'enquête, 16% des jeunes migrants de retour résidaient en Basse Guinée et 13% en Guinée Forestière. Avant le départ pour l'étranger, ces régions accueillait respectivement 22% et 20% des jeunes enquêtés. Les régions de la Moyenne Guinée et la Haute Guinée se classent quant à elles en dernière position. Il semblerait donc qu'une migration vers les villes au détriment des zones plus rurales découle de la migration de retour.



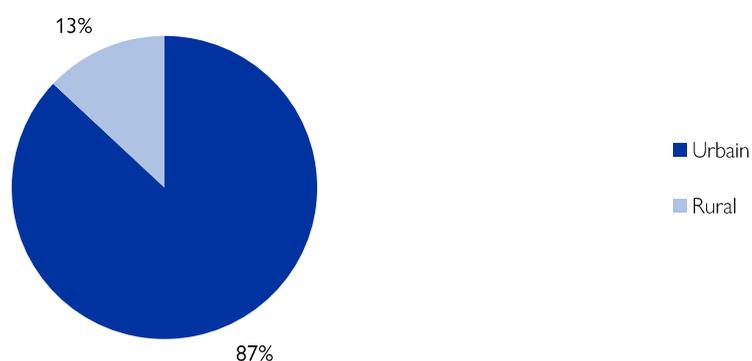
Graphique 1 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par type de région naturelle

L'analyse des données a montré que 99% des migrants originaires de la ville de Conakry, résident également dans cette ville à leur retour. Parmi les jeunes originaires de la région de la Basse Guinée, moins de deux tiers sont retournés dans cette région à leur retour (60%). Cette tendance s'observe aussi pour les jeunes originaires de la moyenne Guinée (61%). Quelle que soit la région naturelle, plus d'un tiers des jeunes migrants de retour résident à Conakry.

TABEAU 1 : RÉPARTITION (%) DES MIGRANTS DE RETOUR PAR RÉGION DE RESIDENCE SELON LA RÉGION D'ORIGINE (DÉPART)

Région naturelle d'origine	Région naturelle de résidence actuelle					Total
	Conakry	Basse Guinée	Moyenne Guinée	Haute Guinée	Guinée Forestière	
Conakry	99%	1%	0%	0%	0%	27%
Basse Guinée	39%	60%	0%	1%	0%	22%
Moyenne Guinée	33%	6%	61%			17%
Haute Guinée	41%	3%	0%	53%	2%	14%
Guinée Forestière	22%	7%		4%	67%	20%
Total	51%	16%	11%	8%	13%	100%

En tenant compte du milieu de résidence, les résultats montrent qu'environ neuf jeunes migrants sur dix (87%) résident en milieu urbain tandis que seulement 13% vivent en milieu rural. Dès le retour au pays, il apparaît donc que les jeunes retournés se concentrent dans les pôles urbains, afin d'augmenter leurs chances de s'insérer dans le marché du travail. Il semblerait également que l'accès à l'emploi reste la préoccupation principale des jeunes migrants de retour.



Graphique 2 : Répartition (%) des jeunes migrants par milieu de résidence au retour

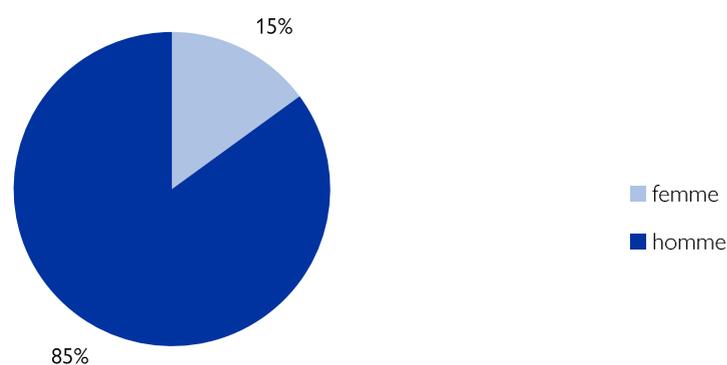
Au cours de l'enquête, les jeunes migrants de retour ont aussi renseigné sur leur lieu d'habitation actuel. Selon les résultats des analyses, près d'un tiers ont déclaré habiter chez eux (31%) tandis que 28% habitent chez leurs parents biologiques. De plus, les amis et connaissances hébergent actuellement 5% des jeunes migrants de retour. Ces résultats semblent évoquer une situation de retour délicate des jeunes retournés qui se retrouvent donc en situation de dépendance économique et financière. Le rôle de la famille et des amis revêt une importance considérable dans les stratégies de réintégration des retournés.

En outre, il faut constater que les conditions d'hébergement au retour diffèrent légèrement entre les jeunes hommes et les jeunes femmes. En effet, le premier mode d'hébergement pour 29% des jeunes femmes, est l'accueil chez un autre membre de la famille, avant même l'accueil chez les parents (26%). Elles auront beaucoup moins tendance à habiter seule, cette solution est choisie par 21% des migrantes de retour contre 34% des hommes migrants de retour. Nous pouvons en effet supposer que les normes culturelles en vigueur ne permettent pas aux jeunes filles de rentrer vivre seules.

TABLEAU 2 : RÉPARTITION (%) DES JEUNES MIGRANTS DE RETOUR PAR SITUATION DE RÉSIDENCE	
	Proportion
Chez moi-même	31%
Chez mes parents	28%
Chez mon père seulement	2%
Chez ma mère seulement	4%
Chez mon/ma frère/sœur seulement	10%
Chez ami et connaissance	5%
Chez d'autres parents	20%
Total	100%

DÉSAGRÉGATION PAR SEXE

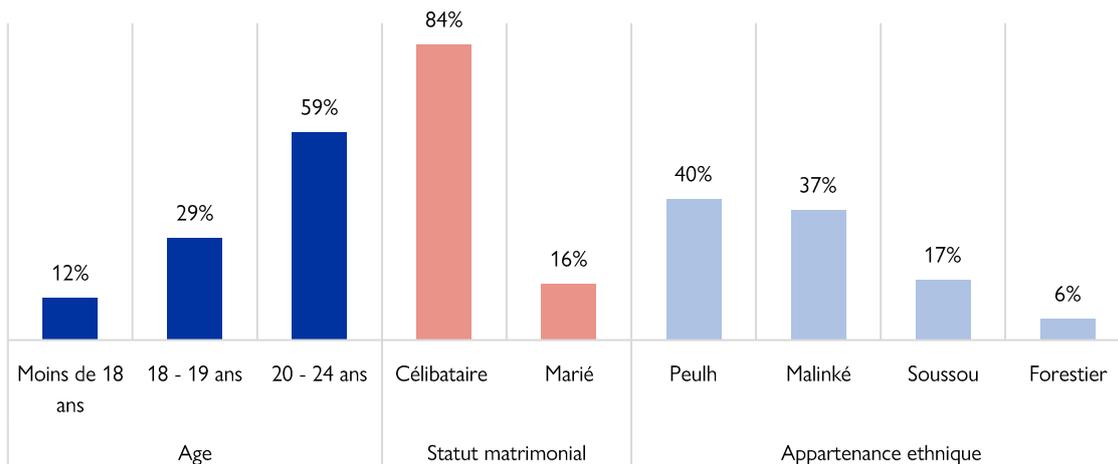
Les résultats de la recherche montrent que la migration irrégulière des jeunes Guinéens (15-24 ans) est principalement un phénomène masculin. En effet, au sein de l'échantillon retenu, la proportion d'hommes est de 85% alors que moins d'un cinquième de ces migrants de retour sont des femmes. Cet écart est d'autant plus important en comparant ces résultats avec les effectifs globaux des personnes assistées par l'OIM au retour et à la réintégration (AVRR) en Guinée pour le même groupe d'âge (15 -24 ans). En effet, les hommes représentent 98% des personnes assistées au retour en 2018, contre seulement 2% de femmes



Graphique 3 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par sexe

ÂGE, SITUATION MATRIMONIALE ET APPARTENANCE ÉTHNIQUE

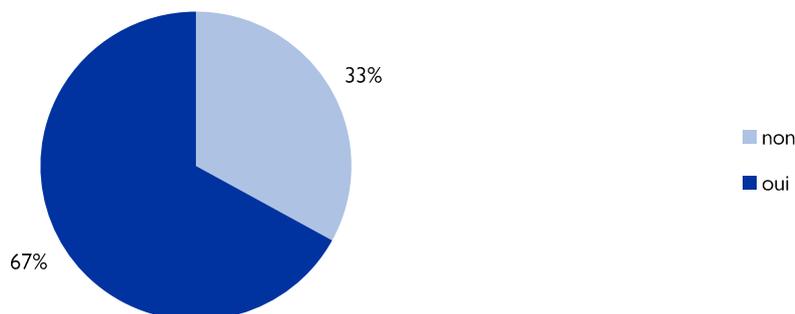
L'âge moyen des jeunes migrants de retour est de 21 ans, quel que soit le sexe. Par ailleurs, plus d'un dixième des migrants de retour ont moins de 18 ans. Les jeunes de 20-24 ans représentent 59% des migrants de retour. Comme ces migrants ont participé aux programmes de réintégration au retour dispensés par l'OIM entre janvier et décembre 2017, nous pouvons supposer que ces migrants ont donc quitté la Guinée très jeunes, souvent mineurs.



Graphique 4 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par tranche d'âge, statut matrimonial et appartenance ethnique

Les résultats des enquêtes individuelles dévoilent qu'environ un cinquième des jeunes migrants sont mariés (16%). Cette proportion est de 45% chez les femmes alors qu'elle est seulement de 10% chez les hommes.

L'analyse des données sur les origines familiales des jeunes migrants a montré que deux tiers d'entre eux sont issus d'une union polygame (67%). La jalousie et l'envie de réussir mieux aussi bien que ses demi-frères pousseraient ainsi souvent vers l'aventure et constitueraient des facteurs expliquant la migration des jeunes.



Graphique 5 : Origine polygamique des migrants de retour

Selon les résultats de l'enquête, 40% des jeunes migrants de retour appartiennent à l'ethnie Peulh. Les jeunes migrants d'origine Malinké viennent en deuxième position (37%). Seulement 6% des jeunes migrants de retour sont d'origine forestière. Il est intéressant de noter que les Peulhs, traditionnellement des éleveurs, et les Malinkés, rassemblant plutôt des commerçants, ont en effet une habitude et une tradition de la mobilité importante (Petit et Balde, 2017)¹⁶, qui semblent de nouveau se confirmer dans le cadre de notre échantillon. Ces deux groupes ethniques sont habitués à se déplacer pour maximiser leurs chances de réussite économique. Enfin, l'ethnie Peulh a une forte tradition de migration vers l'Occident et contribue aussi fortement à l'envoi d'argent aux familles restées au pays. Cet élément d'analyse confirme ainsi que malgré son caractère nouveau, la migration irrégulière des jeunes s'inscrit cependant dans des dynamiques de mobilité anciennes, notamment propres à des groupes ethniques en particulier, où les jeunes semblent vouloir rejoindre une route empruntée par les générations antérieures.

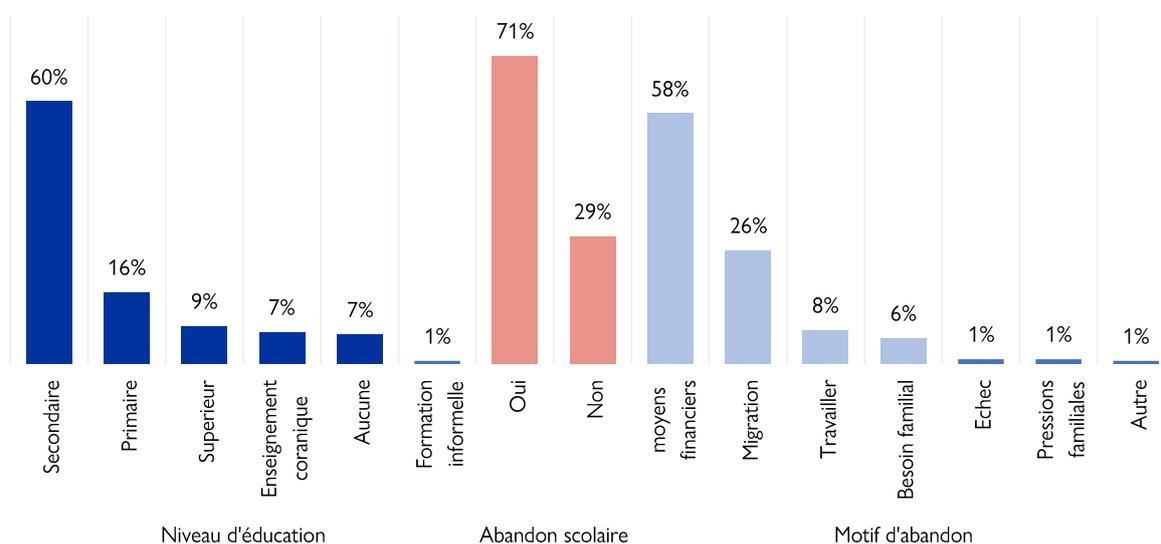
¹⁶ Véronique Petit et Alhassane Balde, 2017, Les migrations des Guinéens vers l'Union Européenne : marginalité statistique VS. Impact social, Esprit du temps.

LES DIFFÉRENTS NIVEAUX D'ÉDUCATION DES MIGRANTS DE RETOUR

« La situation scolaire des jeunes qui migrent n'influence en aucun cas leur décision. Qu'ils soient élèves, étudiants ou diplômés, une fois qu'ils prennent la décision, ils voyagent sans l'avis de personne. »

Groupe de discussion avec les femmes de Kankan.

Dans l'échantillon enquêté, la majorité des migrants de retour ont atteint un niveau d'éducation secondaire (60%). Par ailleurs, moins d'un dixième des jeunes migrants ont le niveau supérieur (9%) et 7% n'ont jamais été scolarisés (7%). Parmi les jeunes migrants qui étaient en cours de scolarité avant leur départ, près de deux tiers des jeunes migrants de retour ont déclaré abandonner les études après leur retour (71%).



Graphique 6 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour par niveau d'éducation, situation d'abandon des études et le motif d'abandon

Cette recherche prouve que les jeunes diplômés décident également de migrer vers l'Europe en utilisant des voies irrégulières. En effet, les leaders communautaires résidant dans les quatre régions naturelles de la Guinée couvertes dans cette étude ont tous souligné que le phénomène de la migration irrégulière concerne l'ensemble des jeunes, qu'importe le niveau de formation. Les jeunes diplômés semblent quant à eux d'autant plus motivés au départ qu'ils acceptent péniblement la difficulté de l'accès à l'emploi alors qu'ils ont justement investi dans les études ou une formation pendant plusieurs années.

Même si la majorité des migrants de retour enquêtés dans le cadre de cette recherche dispose d'un certain accès à l'éducation, les niveaux et la qualité de l'enseignement atteint ne permettent pas aux jeunes de s'intégrer au sein du marché de travail et d'assurer ainsi leur stabilité économique. Une étude réalisée par l'Université Gaston-Berger¹⁷ a mis en lumière le fait que les entreprises ont des critères d'emploi qui excluent les nouveaux diplômés guinéens,

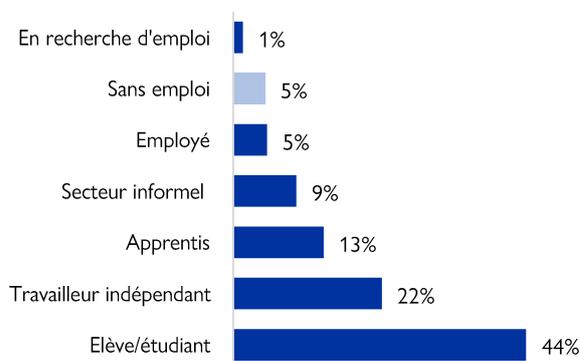
¹⁷ Université Gaston Berger de Saint-Louis, Janvier 2019, *La migration mon projet, Les candidats et les réseaux migratoires, le Cas de la République de Guinée*, Laboratoire des Etudes et Recherches sur le Genre, l'Environnement, les Religions et les Migrations.

en demandant un nombre d'années d'expérience avant l'emploi qui est bien souvent impossible à atteindre. On observe ainsi une perte de confiance importante dans l'institution scolaire en général de la part de la population, témoignant de l'inadéquation et de l'instabilité des politiques publiques par rapport aux réalités et aux désirs des jeunes Guinéens et Guinéennes.

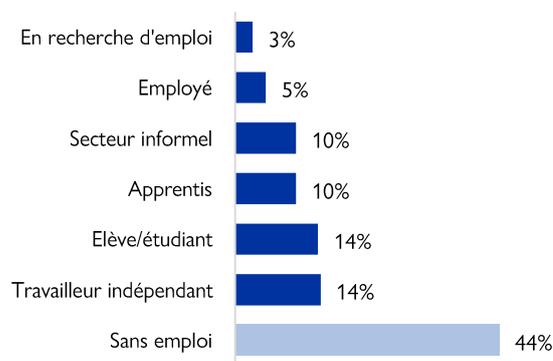
Ces résultats correspondent aux chiffres avancés par la Banque Mondiale qui affirme que près de 60% des jeunes diplômés¹⁸ en Guinée se retrouvent aussi sans emploi et constituent donc un groupe de population susceptible de prendre la route vers l'Europe. Le récent rapport « *Youth and Mobility : Children and Youth on the Move* » développé par le Bureau Régional de l'OIM à Dakar, arrive également à une conclusion similaire¹⁹, et montre que les jeunes migrants en destination de l'Afrique du Nord ou de l'Europe ont un niveau d'éducation supérieur à celui des jeunes migrants se déplaçant uniquement au sein de la région de l'Afrique de l'Ouest. Cette affirmation remet donc en question le lien généralement établi entre développement et migration puisqu'il semblerait que les populations ayant un niveau d'éducation plus élevé augmentent leur propension à migrer et ont généralement tendance à migrer plus loin.

2. ANALYSE DES SITUATIONS ÉCONOMIQUES AVANT LE DÉPART ET AU RETOUR, UNE PRÉCARISATION DES CONDITIONS DE VIE ?

L'analyse des données sur l'évolution des statuts professionnels des jeunes migrants de retour pendant les deux périodes (avant et après la migration), semble dévoiler une certaine détérioration des conditions de vie des jeunes migrants de retour. La proportion des jeunes migrants en situation de chômage a fortement augmenté entre les deux périodes. Cette proportion est passée de 5% avant le départ à 44% après le retour. Parmi les migrants de retour qui se trouvaient en situation d'emploi avant leur départ, plus de 33% ont déclaré avoir perdu leur emploi. Les résultats de notre échantillon montrent aussi que cette hausse des personnes sans emplois est fortement liée au fait que les jeunes en cours d'éducation avant la migration ne retournent pas en formation au retour.



Graphique 7 : Statut professionnel des jeunes migrants avant le départ



Graphique 8 : Statut professionnel actuel des jeunes migrants

En effet, au retour des jeunes migrants, l'abandon scolaire est observé par la majeure partie de ceux qui étaient en situation de classe avant le départ. La proportion des élèves/étudiants est passée de 44% (avant le départ) à 14%,

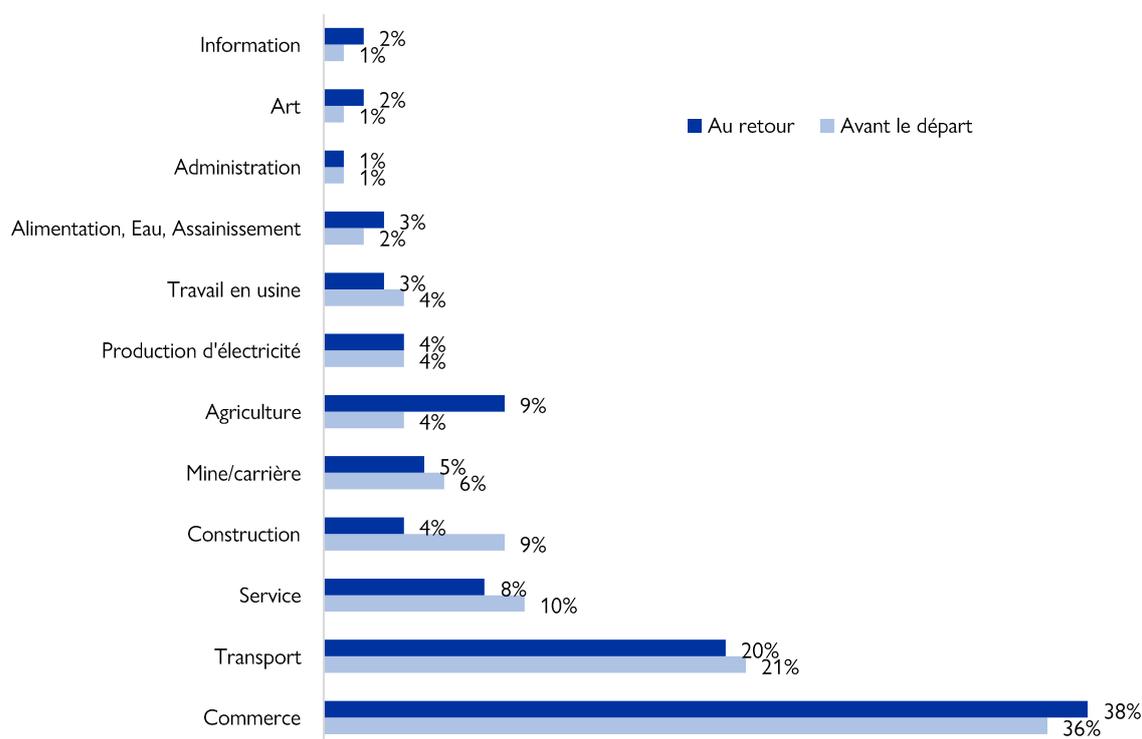
¹⁸ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2019/01/10/guinea-facilitating-youth-innovation-and-entrepreneurship>

¹⁹ International Organization for Migration [OIM] (Avril 2019.), *Youth and Mobility: Children and Youth On the Move Across West and Central Africa*, 2018.

montrant qu'au moment du retour, les jeunes sont moins enclins à reprendre leur formation scolaire interrompue au moment du départ. Quant à l'activité économique, la proportion des jeunes travaillant à leur propre compte a fortement diminué entre les deux périodes. Avant le départ des jeunes pour le voyage, 22% des jeunes travaillaient à leur propre compte. Cette proportion a chuté à 14% après leur retour.

Il est intéressant d'observer que le récent rapport de l'OIM sur la migration féminine en Côte d'Ivoire à travers le parcours des migrantes de retour²⁰ réalisé en 2019 auprès des jeunes femmes migrantes ivoiriennes de retour, a trouvé des tendances similaires concernant les situations sociales et économiques au retour de la migration. Les jeunes femmes de retour se retrouvent en effet beaucoup plus vulnérables qu'au départ et enregistrent des revenus mensuels nettement moins élevés. De plus, en tant que femmes, elles voient leur situation économique et sociale d'autant plus précarisées et affirment avoir davantage de difficultés à retrouver une place au sein de leur famille et de la société de manière générale.

Quelle que soit la période, le commerce reste le secteur de prédilection de travail des jeunes migrants. En effet, avant le départ, 36% des jeunes migrants occupés travaillaient dans le secteur du commerce ; cette proportion a atteint 38% après leur retour. La proportion des jeunes travaillant dans le secteur du transport a légèrement évolué de 20% à 21% entre les deux périodes. Par contre, une baisse est constatée dans les secteurs de la construction (de 9% à 4%) et des services (10% à 8%).



Graphique 9 : Comparaison des secteurs d'activités avant le départ et au retour en Guinée

²⁰ OIM Côte d'Ivoire, *Migration Féminine en Côte d'Ivoire, le parcours des femmes migrantes de retour*, Décembre 2019, https://rodakar.iom.int/fr/reports/mig_ration-f%C3%A9minine-en-c%C3%B4te-d%E2%80%99ivoire-le-parcours-des-migrantes-de-retour

ÉVOLUTION DES REVENUS MENSUELS ; LES LIMITES DE LA MIGRATION ÉCONOMIQUE

Revenu mensuel en GNF	Revenus avant le départ	Revenus au retour
Moins 500 000	36%	55%
500 000 - 1 million	52%	35%
1 - 2 millions	9%	6%
2 - 3 millions	1%	2%
3 - 5 millions	1%	2%
Plus de 5 millions	1%	0%

En comparant le revenu mensuel des jeunes migrants entre les deux périodes, il ressort nettement que ce dernier a diminué. Avant le départ, seul un tiers des jeunes migrants occupés obtenaient de leur activité professionnelle un revenu mensuel de moins de 500 000 francs guinéens (environ 50 euros). Après le retour, cette proportion a fortement augmenté et atteint 55%, c'est-à-dire que plus de la moitié des personnes enquêtées dispose d'une rémunération plus faible qu'avant leur départ. Pour les jeunes gagnant entre 500 000 et à 1 million GNF, la proportion est passée de 52% à 35% entre les deux périodes. Cette baisse du revenu des jeunes migrants de retour a un impact important sur leurs conditions de vie et celles de leurs ménages.

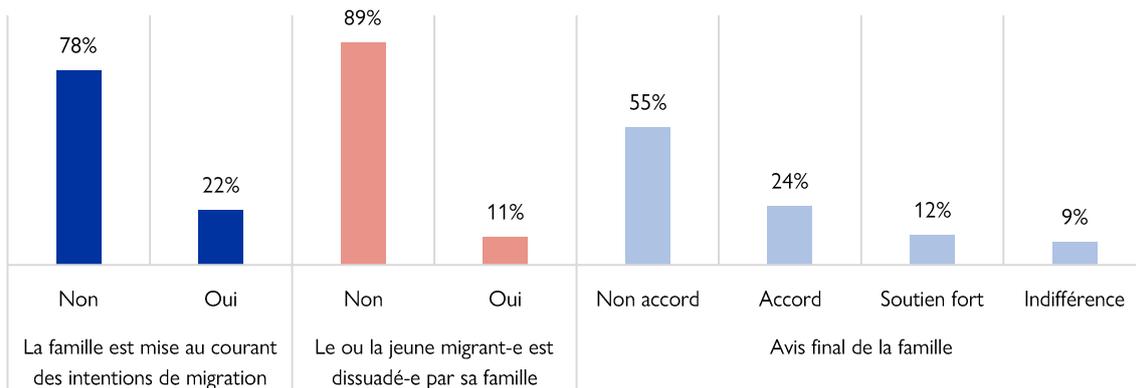
3. UNE MIGRATION AUTONOME DES JEUNES AU DÉTRIMENT DES FAMILLES ET COMMUNAUTÉS

LA MODIFICATION DU RÔLE DE LA FAMILLE DANS LA DÉCISION DE MIGRATION

« La migration existait depuis longtemps dans cette communauté, mais les migrants partaient au vu et au su de leur famille avec un objectif bien déterminé, celui de faire face aux besoins de ses parents (famille). Cette nouvelle forme de migration n'existait pas à notre temps (migration irrégulière) et elle avait un taux faible comparativement à celle qui existe maintenant. »

Groupe de discussion avec les femmes de Kankan.

Les résultats de cette recherche montrent que les modalités de voyages des jeunes Guinéens sont différentes des dynamiques migratoires des générations précédentes. Les migrations depuis la Guinée s'inscrivent certes dans une histoire longue mais elles ont aussi largement évolué au fil du temps. Auparavant, les familles étaient plus engagées et intégrées dans la décision des parcours migratoires des jeunes de leur famille. La migration se définissait alors clairement au sein d'une dynamique familiale et d'une stratégie de diversification des ressources du ménage. Depuis quelques années, les jeunes semblent avoir modifié leurs modes de décision, ne mettent pas leurs parents au courant de leurs intentions et s'organisent seuls à l'aide des informations recueillies sur internet et les réseaux sociaux.



Graphique 10 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour selon le niveau d'implication de la famille à la préparation du voyage

En effet, les résultats des enquêtes individuelles auprès des migrants de retour ont montré que dans 78% des cas, la famille n'est pas mise au courant des intentions de migrer à l'étranger. Cependant ces dernières ne dissuadent pas directement les futurs migrants sur leurs projets migratoires puisque dans le cadre de l'échantillon, seulement dans 11% des cas, la famille a tenté de dissuader le jeune au moment du départ. Ces tentatives de dissuasion peuvent s'effectuer directement par la famille, ou bien par l'entourage proche de la personne au départ, soit les voisins ou les camarades. De manière générale, on observe clairement que les membres du ménage ne forment pas d'accord sur les intentions de migration ; 55% n'approuvent pas le projet de migration. L'accord est donné seulement dans 24% des cas, et un soutien fort seulement pour 12% des migrants enquêtés.

LA PERCEPTION DES COMMUNAUTÉS SUR LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE DES JEUNES

Les résultats qualitatifs de la recherche permettent de mieux saisir l'attitude et le positionnement des familles par rapport à la migration irrégulière des jeunes de leurs communautés. Lors des différents groupes de discussions organisés avec les sages et femmes de différentes communautés sélectionnés dans le cadre de cette étude, il ressort clairement que ni les parents, ni les autorités locales ne soutiennent le départ de leurs jeunes membres et déplorent que leurs villages et communautés perdent leurs membres les plus actifs au fil des années. Ils regrettent également les incompréhensions qui se développent entre les différentes générations créant petit à petit des tensions familiales risquant de détruire le lien social.

« C'est un fléau dévastateur, je suis contre cette façon de voyager. Même si tu gagnes après, les risques sont énormes, en termes de perte de vie humaine, culturelle et économique. »

Groupe de discussion avec les sages de la communauté de Kankan et Siguir.

Les sages sont conscients que tant que le manque d'opportunités économiques et le problème de bonne gouvernance des institutions de l'Etat persistent, ils continueront d'observer un exode des jeunes Guinéens et Guinéennes.

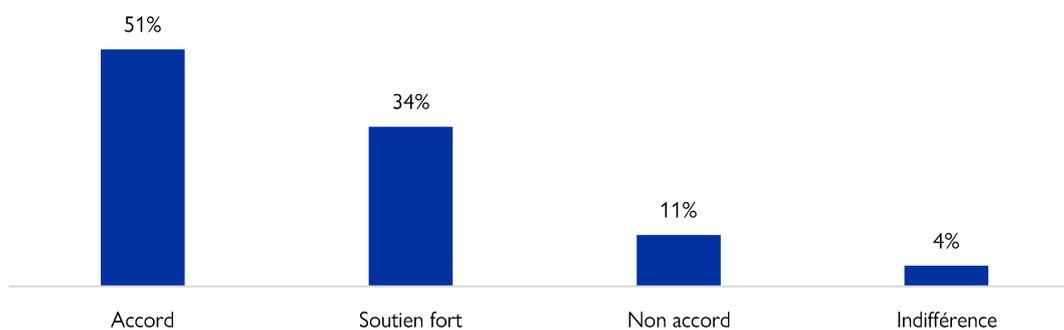
« Le non-concours du gouvernement dans l'assistance de nos enfants dans leurs démarches de montage de projets est un vrai problème. »

Groupe de discussion des sages de la communauté de Beyla.

Une des observations retrouvées pendant les groupes de discussion est que cette nouvelle forme de migration, qui se définit en dehors des schémas établis **modifie aussi fortement les structures familiales et communautaires des zones de départ**, et peut également provoquer des conflits. Les membres des groupes de discussion ont largement évoqué les problèmes de vols de biens ou d'argent qui précèdent le départ, puisque les jeunes souvent n'impliquent pas leur famille mais doivent tout de même trouver les moyens de financer leur voyage. Les communautés craignent donc que la migration irrégulière des jeunes ait un impact négatif sur eux et les migrants eux-mêmes qui se retrouvent souvent dans des situations précaires dans les pays de transit et sont souvent victimes d'abus.

« A ce rythme de migration des jeunes, nos sociétés perdent en bras valides, en coutumes et cultures. En plus le tissu social perd son sens et sa valeur, car les familles sont affectées par le départ des jeunes. »

Groupe de discussion avec les sages de la communauté de N'zérékoré.



Graphique 11 : Avis final de la famille lorsqu'elle est mise au courant des intentions de migration

Les membres des communautés enquêtées dans le cadre de cette étude, notamment à Kankan et Siguiri en Haute-Guinée ont toute aussi reconnu la nette augmentation des départs les trois dernières années. A Kankan les leaders communautaires estiment qu'il y a entre 100 et 150 départs par an. Dans la préfecture de Mamou, ils estiment que ce chiffre atteint 200 départs par an²¹.

Cette augmentation du nombre des départs observés par les membres des communautés, lorsqu'elle est analysée dans la perspective d'un climat de réticence de la part des familles rend la décision individuelle de migration des jeunes d'autant plus significative. Cette situation met en effet en perspective l'importance de la volonté de migrer des jeunes, même prise dans un contexte familial et communautaire défavorable.

4. LES MODES DE VOYAGE : L'INFLUENCE DES RÉSEAUX SOCIAUX ET DES AUTRES JEUNES

L'UTILISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX OU « L'IMAGINAIRE MIGRATOIRE » EN JEU

Dans son article « Les migrations des Guinéens vers l'Union Européenne »²², l'auteure avance le fait que les immigrants qui ont réussi à s'installer en Europe, nourrissent fortement à leur tour un certain « imaginaire migratoire » dans leurs communautés d'origine. Ils participent ainsi à la création d'« une perception accrue des inégalités »²³, particulièrement efficace dans un contexte marqué par des crises économiques successives et le manque d'opportunités concrètes pour les jeunes.

La récente étude « Les candidats et les réseaux migratoires » menée sur les causes et modalités de la migration des Guinéens par l'Université Gaston Berger de Saint Louis, au Sénégal a prouvé que « Messenger » est le réseau social le plus utilisé (25% de l'échantillon pendant l'étude)²⁴, suivi par « Facebook », « Imo » et « Viber ». L'utilisation des réseaux sociaux permet de rester en contact étroit avec les proches ayant déjà migré et contribue à nourrir cet « imaginaire migratoire ».

²¹ Ces estimations ont été collectées pendant des groupes de discussions avec différents leaders communautaires des localités couvertes par la recherche. Elles ne doivent pas être considérées exactes, mais permettent plutôt d'avoir une idée de la manière dont les arrivées de migrants sont perçues par les communautés elles-mêmes.

²² Véronique Petit et Alhassane Balde, 2017, Les migrations des Guinéens vers l'Union Européenne : marginalité statistique VS. Impact social, Esprit du temps.

²³ Idem. P-

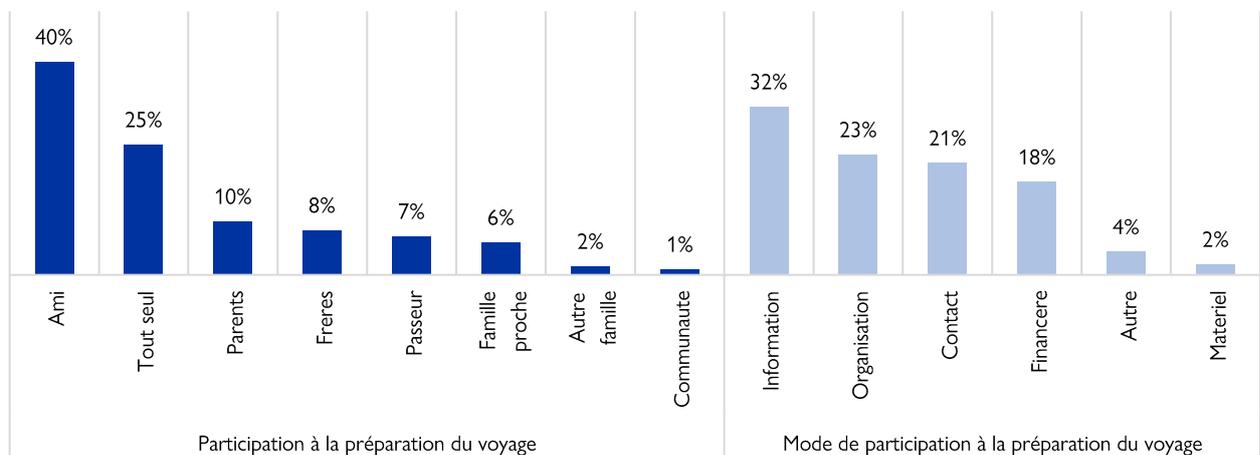
²⁴ Gaston Berger de Saint-Louis, Janvier 2019, *La migration mon projet, Les candidats et les réseaux migratoires, le Cas de la République de Guinée*, Laboratoire des Etudes et Recherches sur le Genre, l'Environnement, les Religions et les Migrations.

Migrer, tenter l'expérience migratoire, est aussi perçu comme une manière de s'intégrer dans un monde de plus en plus globalisé. C'est un signal fort montrant que la jeunesse est consciente des limites locales contemporaines et tente de s'extraire d'une situation socioéconomique subie. La migration internationale apparaît ainsi comme l'alternative la plus proche pour acquérir un statut, une reconnaissance sociale et une place au sein de la société que la communauté d'origine ne parvient plus à offrir (Timera, 2001)²⁵. Confronté à leur « impossible réalisation individuelle et sociale » (Timera, 2001)²⁶, prendre la route risquée de l'exil pour le jeune guinéen est une manière de chercher à 'être' et à affirmer pleinement son individualité.

L'INFLUENCE DES AMIS ET DES AUTRES JEUNES

Les groupes de discussions avec les sages et femmes des communautés enquêtées ont tous mis en avant le fort sentiment de compétition existant entre les jeunes du même âge, et particulièrement entre les membres d'une même famille polygamique. La jalousie et l'envie de réussir attisent le désir de quitter le pays. Les départs de certains frères et amis proches influencent donc en partie la décision de migration des jeunes candidats à la migration.

Parallèlement, les amis jouent aussi un certain rôle pour organiser le voyage des personnes désirant migrer au sein même du pays d'origine. Deux cinquièmes des enquêtés ont déclaré que leurs amis ont été les principaux partenaires pour la préparation du voyage (40%). Par ailleurs, un quart des jeunes migrants de retour ont déclaré avoir préparé seul le voyage (25%). Le rôle des parents apparaît bien moins important, ils auraient participé à la décision de migrer **seulement dans 10% des cas**. Les passeurs et la communauté encouragent aussi les jeunes migrants à voyager.



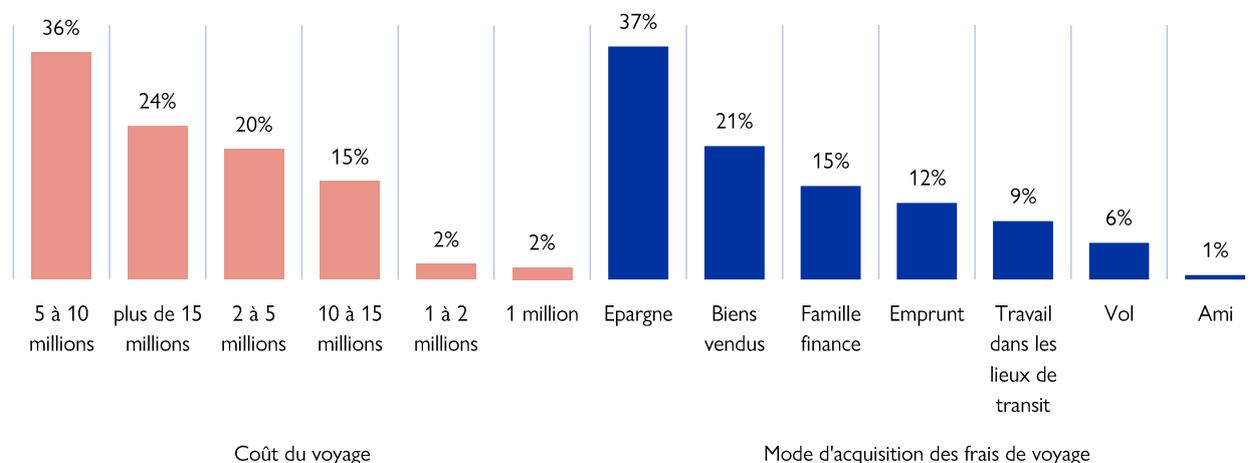
Graphique 12 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour selon la participation de l'entourage à la préparation du voyage et le mode de participation

La recherche d'informations demeure le principal mode de participation de l'entourage à la préparation au voyage (32%). Pour plus d'un cinquième des migrants de retour, la participation de l'entourage au voyage se résume à l'organisation (23%) ou à la prise de contact (21%). Quant à l'appui financier, il a été indiqué par 18% des migrants de retour comme manière de participer de l'entourage.

²⁵ Mahamet Timéra, 2001, La migration des jeunes sahéliens, affirmation de soi et émancipation, Autrepart (18).

²⁶ Idem, p2.

Le coût du voyage varie en fonction de la durée et de la destination finale. Plus d'un tiers de migrants ont déclaré avoir dépensé 5 à 10 millions GNF pour le voyage (entre 500 et 1000 euros). Ceux ayant dépensé plus de 15 millions GNF (environ 1500 euros) représentent un quart des jeunes migrants de retour.



Graphique 13 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour selon le coût du voyage et le mode d'acquisition des frais de voyage

Pour un peu plus d'un tiers des migrants de retour, le principal mode de financement des frais de voyage demeure l'épargne (37%). Ce mode de financement est suivi par la vente des biens (21%) et l'aide de la famille (15%). Bien que faible, 6% des jeunes migrants ont déclaré voler l'argent qui a servi des frais de voyage.

II. LES EXPÉRIENCES MIGRATOIRES DES JEUNES GUINÉENS : UNE FORTE MOBILITÉ INTRARÉGIONALE

Comme l'a montré une étude réalisée par l'UNICEF en 2011²⁷, la majeure partie des mouvements des jeunes âgés de 14 à 24 ans (88.4%) se réalise entre les différents pays d'Afrique de l'Ouest membres de la CEDEAO reconnaissant le libre mouvement des personnes, ce qui facilite donc la création et le développement de parcours de mobilité multiples. Le rapport *Youth and Mobility* publié en mai 2019 a démontré qu'au sein de l'échantillon atteint, les guinéens représentent 51% de l'ensemble des personnes indiquant vouloir voyager en Afrique de l'Ouest et du Centre. Cette étude permet ainsi de détailler ces premiers résultats et met en lumière l'importante mobilité régionale des jeunes Guinéens et Guinéennes.

1. QUITTER LA GUINÉE : QUELS FACTEURS DE MOBILITÉ CHEZ LES JEUNES ?

UNE JEUNESSE PRIVÉE D'OPPORTUNITÉS

Plusieurs études récentes, notamment *La recherche sur la mobilité des jeunes*²⁸ menée par *Save the Children* et le *Mixed Migration Centre* en 2018, ont mis en avant la multiplicité des facteurs incitant la migration des jeunes. Entre recherche d'opportunités économiques, curiosité, volonté d'avoir accès à une meilleure éducation, les raisons sont en effet multiples, interconnectées et peuvent aussi facilement changer et évoluer au cours du parcours migratoire.

Pour les jeunes migrants de retour enquêtés dans le cadre de cette étude, 69% ont évoqué le manque d'opportunités économiques comme raison principale de quitter le pays et d'entreprendre leur voyage vers l'Europe. Pour les jeunes femmes, le manque d'opportunités économiques est aussi cité comme principale raison de quitter la Guinée (57%). Ces résultats correspondent à la situation fragile du pays qui peine à intégrer durablement les couches les plus jeunes de sa population au sein du marché de l'emploi. L'emploi en tant que tel constitue lui-même un gage de statut social. Le manque d'accès à l'emploi donne naissance à une crise identitaire de la jeunesse qui se voit contrainte de chercher un emploi en dehors du territoire national.

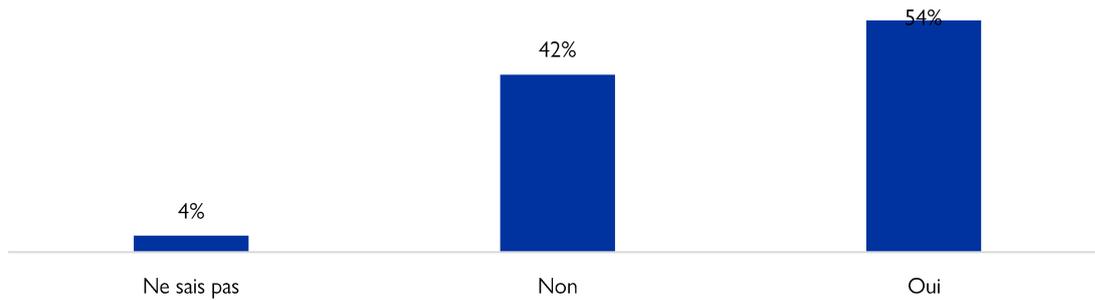
Raison de quitter	Pourcentages
Pas d'opportunités économiques	69%
Envie d'aventure	15%
Pressions sociales	4%
Pression familiale	4%
Réunification familiale	4%
Décès des parents	3%
Pas accès à l'éducation	1%
Manque de sécurité	0%
Total	100%

²⁷ Migration, Employment, and Youth: Perspective from West Africa, UNICEF, Chapter 7, 2011.

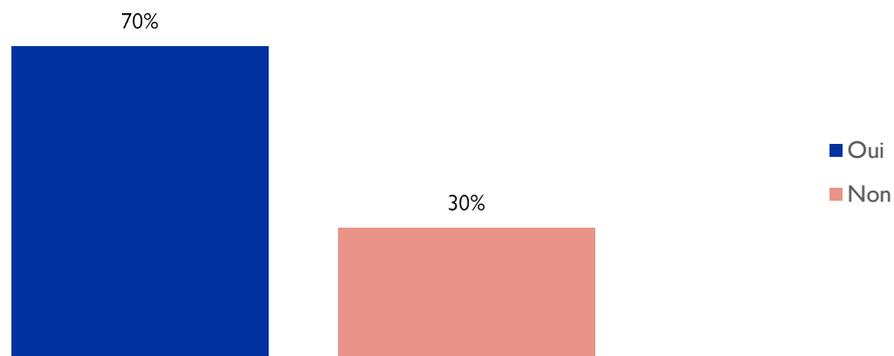
²⁸ *Young and on the Move in West Africa*, Save the Children and the Mixed Migration Centre, Chapter 3, 2018, <http://www.mixedmigration.org/resource/young-and-on-the-move-in-west-africa/>.

Le désir d'aventure a été mentionné par 15% des jeunes migrants de retour en Guinée comme la principale raison de quitter le pays. Dans une moindre mesure, la pression sociale, la pression familiale et la réunification familiale ont aussi été citées comme des éléments ayant motivé les jeunes à quitter le pays.

Par ailleurs, la migration des proches des jeunes migrants de retour a été abordée dans cette étude et semble jouer un rôle important dans les facteurs incitant à la mobilité. Plus de la moitié des jeunes migrants a déclaré avoir un membre de la famille à l'étranger (54%). Pour 70% de ces jeunes, la présence des proches à l'étranger a en effet été le principal facteur déclencheur de leur voyage.



Graphique 14 : Proches du migrant ayant quitté la Guinée



Graphique 15 : Départ d'un proche comme déclencheur de la migration parmi les migrants ayant un proche qui a quitté la Guinée

L'EXISTENCE DES RÉSEAUX DE PROCHES FACILITE LA MOBILITÉ DES JEUNES

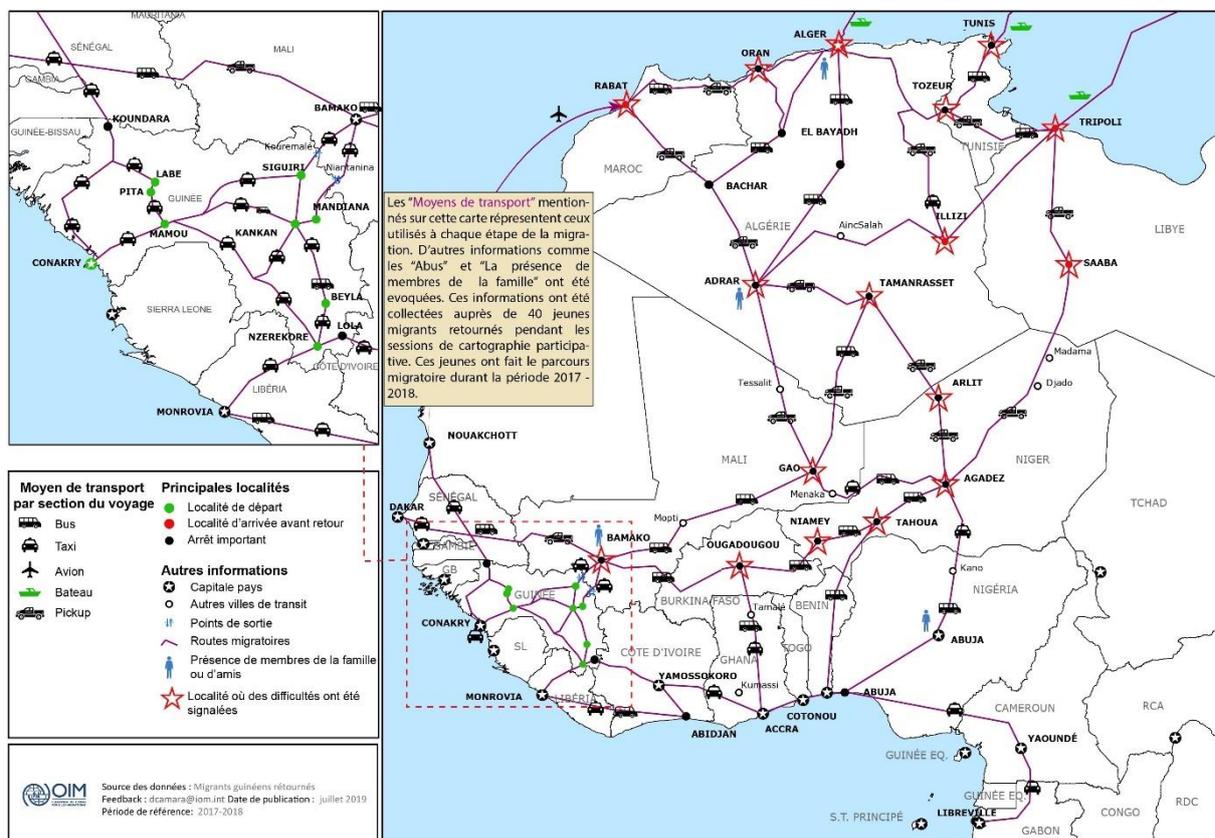
Des recherches antérieures, notamment l'étude réalisée par *Save the Children* et le *Mixed Migration Centre* en 2018²⁹ sur la mobilité des jeunes en Afrique de l'Ouest ont insisté sur l'importance des réseaux de proches et de familles à la fois dans les pays de destination mais également tout le long des routes migratoires, afin d'expliquer la forte mobilité des jeunes.

Le fait que le départ des migrants dans le cadre de cette enquête ait été largement motivé par le départ d'une autre personne à l'étranger, correspond donc bien au phénomène de « *migration en chaîne* », (Massey et Al, 1998), permettant de mieux comprendre comment les réseaux de proches ou d'amis « perpétuent » les départs. Selon

²⁹ *Young and on the Move in West Africa*, Save the Children and the Mixed Migration Centre, Chapter 3, 2018, <http://www.mixedmigration.org/resource/young-and-on-the-move-in-west-africa/>.

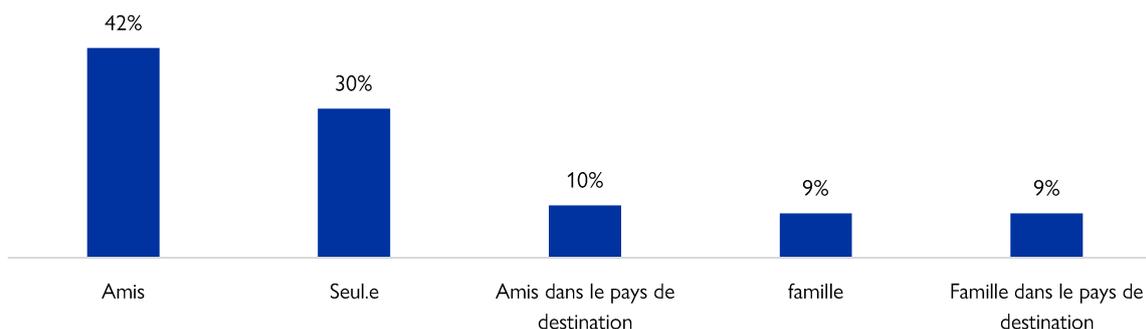
l'auteur, l'existence de « *canaux migratoires* » solidement établis grâce aux proches ou à la famille déjà installés permet de réduire à la fois le risque et le coût liés à la migration. Les proches peuvent en effet fournir une aide financière qui aidera le migrant à rassembler le capital nécessaire au départ ou bien également donner des informations via les réseaux sociaux très utilisés par les jeunes migrants.

Les résultats de la cartographie participative réalisée auprès d'un groupe de migrants retournés dans le cadre de cette recherche confirment en effet ces analyses, notamment concernant l'existence de réseaux de proches au sein des pays de transit. Nous observons que les migrants retournés ont précisé l'existence de membres de leur famille à Bamako, point important de passage sur la route migratoire, qui relie la Guinée aux autres routes menant jusqu'en Afrique du Nord. Les migrants de retour ont également confirmé la présence de proches ou d'amis à Adrar au Niger et à Alger en Algérie. La présence de proches le long de la traversée saharienne semble donc être un facteur essentiel soutenant la mobilité des jeunes au départ de la Guinée, surtout pour des migrants effectuant le trajet pour la première fois. Ils dépendent en effet de ces réseaux pour avoir accès aux informations nécessaires afin de poursuivre leur voyage. Ces personnes peuvent également les orienter vers des emplois temporaires pendant le voyage pour financer les prochaines étapes de leur migration.



Carte 2 : Cartographie participative sur les modes de transports et la présence de réseaux de proches

Les résultats obtenus grâce aux enquêtes individuelles montrent également que 70% des migrants ont fait le choix de se tourner vers un facilitateur de voyages, 30% décident en revanche de faire appel à d'autres réseaux, principalement leurs amis.

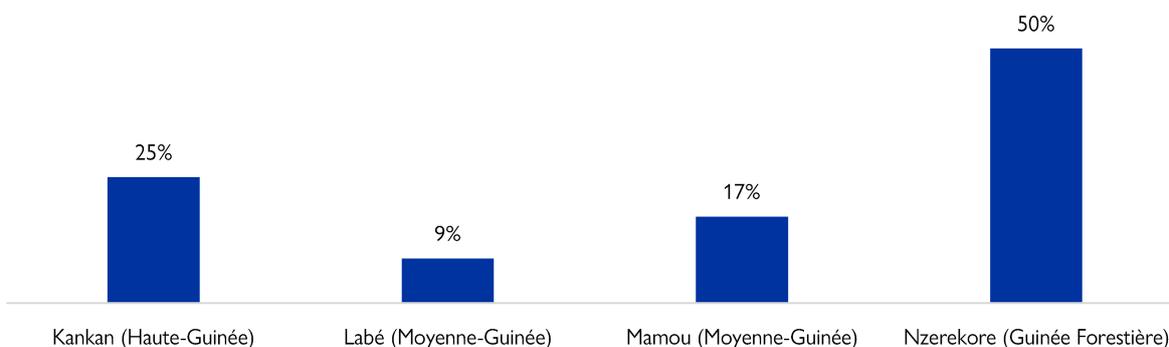


Graphique 16 : Réseaux choisis pour les personnes n'utilisant pas les réseaux de passeurs

LA PRÉCARITÉ DES MÉNAGES, UN AUTRE DÉTERMINANT DE LA MIGRATION ?

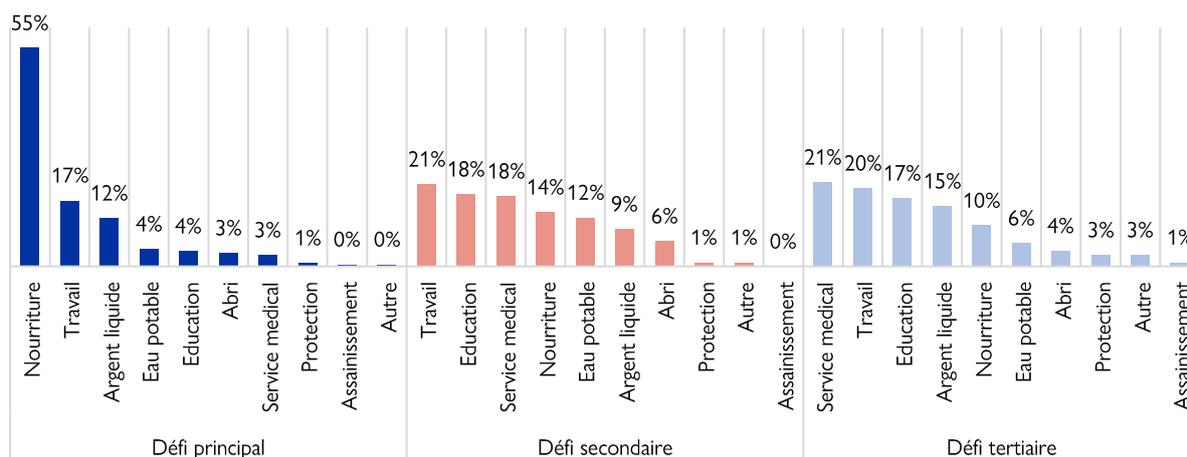
Au-delà des motivations individuelles, et de l'existence de réseaux de proches et d'amis facilitant l'organisation du projet migratoire, il convient de rappeler que les conditions socioéconomiques difficiles des ménages au sein des zones rurales mais aussi urbaines constituent également des facteurs favorisant le mouvement des jeunes.

L'enquête a couvert 217 ménages répartis dans trois régions naturelles. Il s'agit non seulement des ménages qui ont récemment accueilli un migrant retourné mais aussi ceux qui ont actuellement un de leurs membres en migration. La moitié des ménages enquêtés sont localisés en Guinée Forestière (50%) précisément dans les préfectures de Beyla et Nzérékoré. La Haute-Guinée et la Moyenne-Guinée disposent chacune de 25% des ménages enquêtés. Il apparaît également que seulement 14% des ménages enquêtés sont localisés en milieu rural. Ces résultats montrent donc que ce sont des ménages majoritairement urbains (86%) qui sont touchés par le phénomène de la migration irrégulière des jeunes.



Graphique 17 : Répartition géographique (%) des ménages enquêtés

Comme le montre le graphique suivant, même si ces ménages sont principalement situés en zones urbaines, le principal défi demeure l'accès à la nourriture. Il a été mentionné par près de 55% des ménages interrogés. Le deuxième défi auquel les ménages font face est l'accès au travail et à l'emploi puisqu'environ 20% des ménages interrogés n'ont pas de travail. Quant au troisième défi, près de 21% des ménages ont évoqué le manque d'accès aux services de santé.



Graphique 18 : Défi principal, secondaire et tertiaire des ménages

Ces résultats font écho aux conclusions du rapport « *Les candidats et les réseaux migratoires – cas de la République de Guinée* » publié en 2019³⁰, faisant état de l'importante paupérisation des ménages guinéens en zones urbaines.

Ainsi, nous avons vu que si la quête d'opportunités professionnelles et la volonté d'insertion socioéconomique demeurent les raisons principales avancées par les migrants de retour, la migration irrégulière des jeunes est un phénomène social complexe et revêt des aspects multidimensionnels, englobant à la fois des motifs personnels mais aussi familiaux et communautaires.

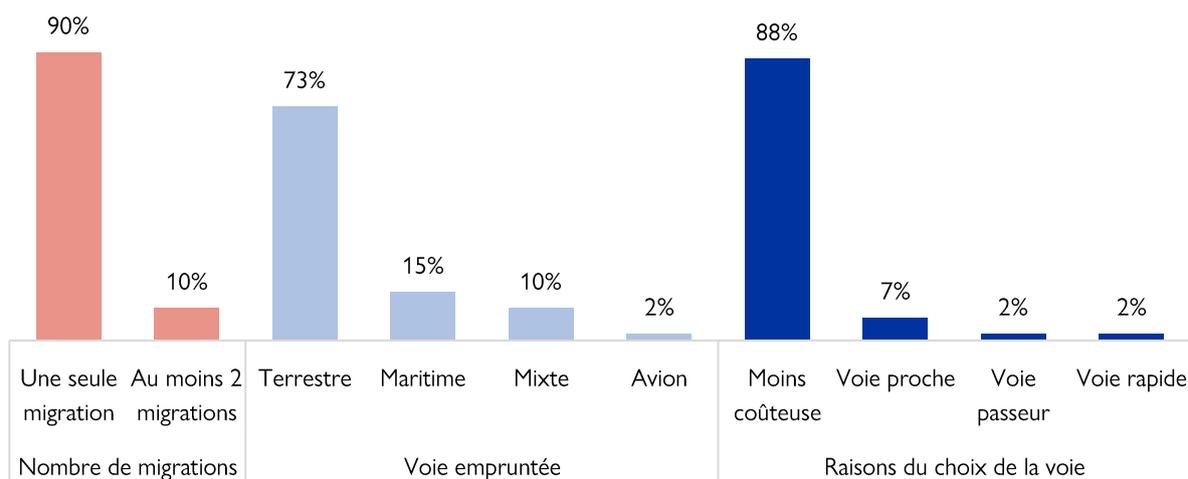
2. LES DESTINATIONS PRIVILEGIÉES DES JEUNES MIGRANTS

Dans cette partie nous nous attacherons à mieux comprendre la nature des parcours et des tendances migratoires des migrants, notamment en nous intéressant au nombre de tentatives de migration réalisées ainsi qu'aux destinations les plus attirantes au moment de quitter leurs communautés d'origine en Guinée.

NOMBRE DE MIGRATIONS RÉALISÉES

Au sein de l'échantillon interrogé dans le cadre de cette recherche, neuf jeunes sur dix (90%) ont réalisé une seule migration internationale. Cela semble être étroitement lié à l'âge des jeunes au moment de leur première expérience migratoire (ils ont en moyenne 21 ans au moment de l'enquête). Les personnes ayant effectué deux migrations internationales représentent seulement 8% des migrants de retour.

³⁰ Université Gaston Berger de Saint-Louis, Janvier 2019, *La migration mon projet, Les candidats et les réseaux migratoires, le Cas de la République de Guinée*, Laboratoire des Etudes et Recherches sur le Genre, l'Environnement, les Religions et les Migrations.



Graphique 19 : Répartition (%) des jeunes migrants de retour selon le nombre de migration, la voie empruntée pour la dernière migration et la raison du choix de la voie

D'après les résultats de l'enquête, 90% des migrants de retour ont effectué une seule migration. De plus, trois quarts des répondants (73%), ont déclaré avoir emprunté la voie terrestre. La voie maritime a quant à elle été empruntée par 15% des jeunes migrants pour le voyage de la dernière migration. Par ailleurs, un dixième des jeunes ont déclaré avoir choisi la voie mixte (terrestre, maritime, autre).

Le choix de destination initiale, même si cette dernière peut changer pendant le parcours migratoire, fait partie de tout projet organisé par un migrant ou un candidat à la migration. Selon les résultats de l'enquête, neuf migrants sur dix avaient l'Europe comme destination finale (principalement l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne et la France). Pour 7% des jeunes migrants, la destination finale du voyage était l'Afrique du Nord (principalement l'Algérie, le Maroc et la Libye). Seulement 3% des jeunes migrants de retour ont déclaré avoir atteint la destination finale, témoignant une nouvelle fois de la flexibilité et difficultés des itinéraires et du caractère imprévisible de la migration irrégulière.

TABLEAU 5 : RÉPARTITION (%) DES JEUNES MIGRANTS DE RETOUR SELON LA DURÉE DE VOYAGE	
Durée de voyage	Proportion
1 à 3 jours	1%
3 à 7 jours	0%
7 à 14 jours	3%
2 à 4 semaines	15%
1 à 3 mois	26%
3 à 6 mois	10%
6 à 12 mois	10%
Plus d'1 an	34%
Total	100%

La durée du voyage des migrants varie selon la destination finale envisagée. Un tiers des migrants ont déclaré une durée de voyage de plus d'un an (34%). Par ailleurs, un quart des migrants ont déclaré une durée de 1 à 3 mois de voyage, ce qui est relativement court.

3. LES DÉPLACEMENTS DANS LES PAYS ET LOCALITÉS DE TRANSIT

« Aujourd'hui la tendance du phénomène migratoire a un taux très élevé, les jeunes migrent sans demander l'avis de personne et empruntent des routes inconnues et non sécurisées. »

Groupe de discussion avec les femmes de Kankan.

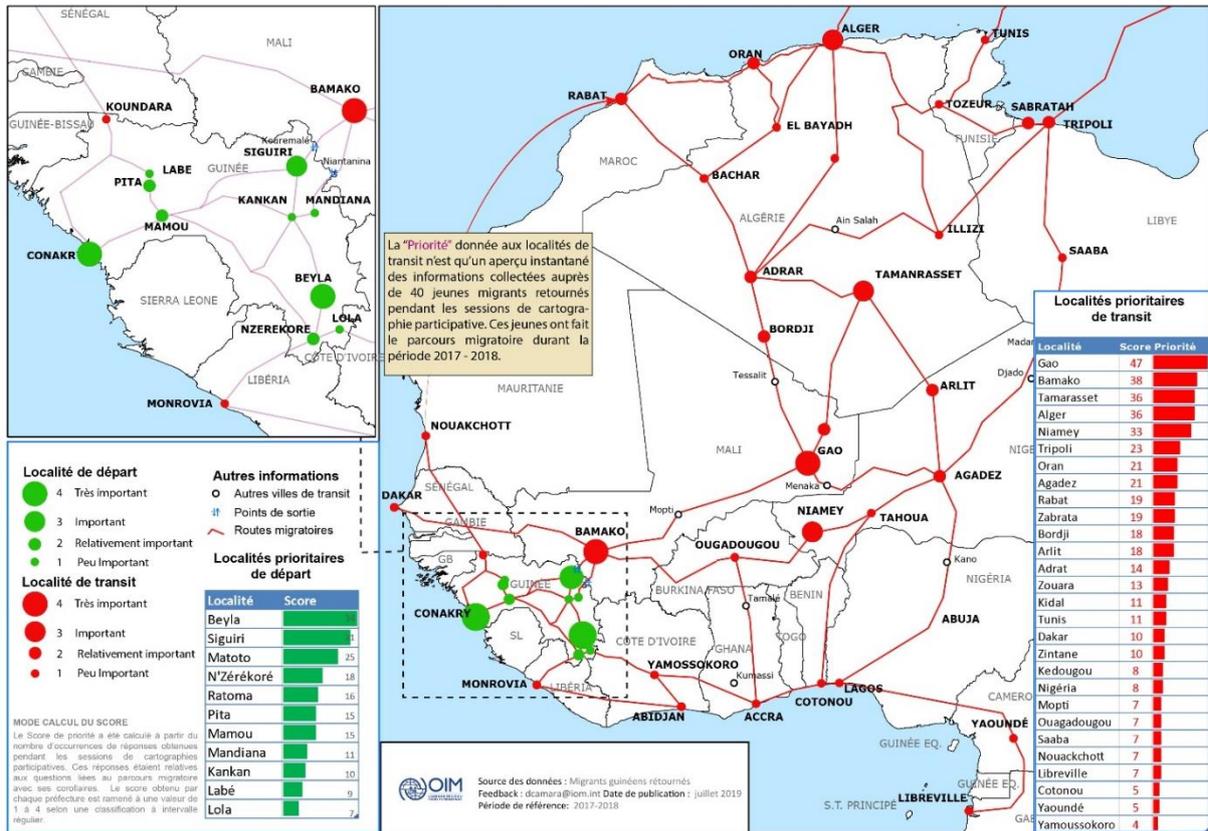
Si les jeunes migrants ont pour destination espérée l'Europe, le voyage est rarement direct et ces derniers doivent souvent réaliser plusieurs étapes avant de se rapprocher de la traversée de la Méditerranée ou d'entreprendre une migration de retour au sein de leur pays d'origine. Les pays et localités de transit deviennent ainsi bien plus que de simples points de passage, et se transforment en véritable « zones de construction » pour les jeunes Guinéens. Le rôle majeur joué par ces espaces dans la trajectoire migratoire permet aussi de parler de « zones tampons », notamment pour les pays du Maghreb, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et la Libye.

La création de certains espaces de transit, où les migrants peuvent rester des mois voire des années, parfois sans papiers et donc en s'exposant à des violations des droits humains importantes, s'est notamment établie en réaction aux restrictions et au durcissement des politiques migratoires afin de mieux pouvoir contrôler les arrivées aux frontières de l'Europe.

Les différents pays de transit ont aussi des politiques d'accueil différentes par rapport aux migrants originaires d'Afrique subsaharienne (Petit et Balde, 2017). En Octobre 2017, Amnesty International avait notamment reporté l'expulsion de plus de 2000 migrants vers le Niger et le Mali, dont 300 mineurs³¹. Au-delà de l'échantillon de notre recherche, rappelons que les jeunes Guinéens assistés au retour par l'OIM viennent du Niger (47%), de la Libye (33%), du Mali (7%) et du Maroc (9%).

Les résultats de la cartographie participative réalisée montrent tout d'abord que la majorité des départs de la Guinée se concentrent à [Beyla](#), [Conakry](#) et [Siguiri](#). Les jeunes Guinéens se déplacent ensuite beaucoup au Mali voisin, notamment à Bamako. Entre les capitales Bamako et Alger, [Gao au Mali](#), [Niamey au Niger](#) et [Tamanrasset en Algérie](#), prennent également le rôle de véritables « villes-pôles ». Elles sont les plus citées par les retournés et constituent donc les voies les plus empruntées le long de la route migratoire³². Une autre route plus à l'est est aussi empruntée par les migrants retournés, qui peuvent rejoindre Tripoli et Tunis en passant par [Niamey et Agadez au Niger](#). On observe aussi l'existence d'un troisième couloir situé à l'ouest du continent, la route ouest-africaine, moins empruntée, où les migrants se rendent d'abord à Dakar, puis longent les côtes de la Mauritanie en destination de [Nouakchott pour enfin atteindre Rabat au Maroc](#), ce qui leur permet de se rapprocher de l'Espagne.

³¹ Algérie. Le recours au profilage ethnique conduit à l'expulsion de plus de 2000 migrants subsahariens, 23 Octobre 2017. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2017/10/algeria-mass-racial-profiling-used-to-deport-more-than-2000-sub-saharan-migrants/>

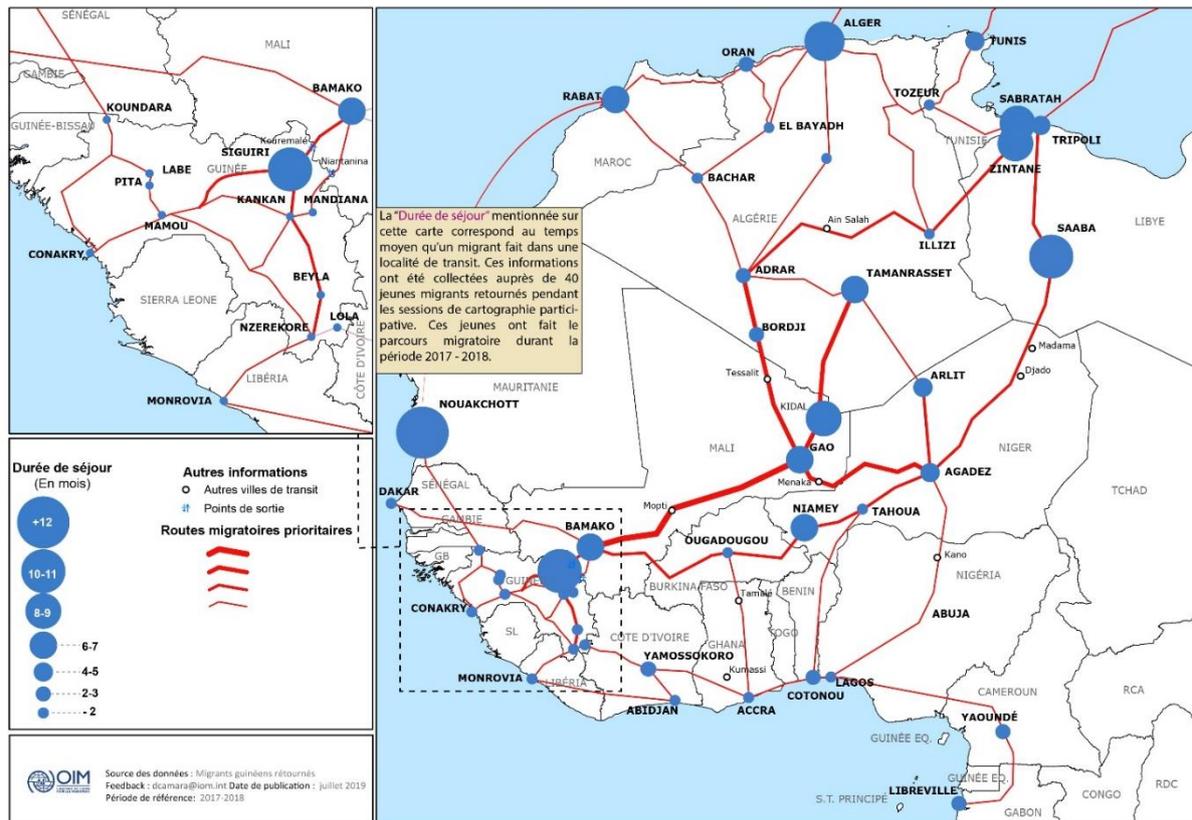


Carte 3 : Cartographie participative sur les localités identifiées comme prioritaires

Dès le départ de Conakry, on observe aussi un arrêt assez long dans la région de Siguiri, parfois de plus de 12 mois, correspondant à une zone aurifère du pays³³. Il semblerait donc que pour certains migrants, le passage vers un site d'orpaillage à la frontière malienne pourrait servir de tremplin et d'étape intermédiaire avant de poursuivre la migration transsaharienne. En effet la région de Siguiri est située au début de l'axe saharien central reliant Bamako au nord de l'Afrique.

³³ Le Bureau Régional de l'OIM à Dakar a coordonné entre février et juin 2019 une recherche sous-régionale sur les migrations autour et vers les sites d'orpaillage au Mali, au Sénégal, en Guinée et au Burkina-Faso. Un des objectifs de la recherche est de mieux comprendre les dynamiques migratoires vers les zones aurifères identifiées et ainsi d'examiner dans quelle mesure ces zones constituent des zones de passage avant une migration internationale vers l'Afrique du Nord ou l'Europe.

Le rapport « Les 'Ruées vers L'Or' en Haute Guinée: Profils et Dynamiques Migratoires » (2019) est disponible sur : <https://rodakar.iom.int/fr/reports/les-%C2%AB-ru-%C3%A9es-vers-lor-%C2%BB-en-haute-guin%C3%A9e-profil-et-dynamiques-migratoires>



Carte 4 : Cartographie participative sur le temps passé dans chaque localité de transit

Enfin, la carte ci-dessous donne un aperçu des différentes activités réalisées tout au long du parcours migratoire et prouve que le parcours des jeunes Guinéens est loin d'être direct et linéaire. Au contraire, ces derniers doivent s'adapter rapidement et faire preuve de flexibilité tout au long de leur voyage. Si les migrants semblent plutôt s'adonner à des activités de commerce ou d'agriculture dans les différentes localités de départ en Guinée, les régions de Siguiri et de Mandiana, à la frontière du Mali, dénotent du reste du territoire guinéen car les migrants ont plusieurs fois mentionné y pratiquer l'orpaillage. Ces zones aurifères ont en effet connu un regain d'activités ces dernières années et attirent de nombreux migrants internes et transfrontaliers³⁴. Ensuite, au Mali et au Niger, les migrants semblent majoritairement être impliqués dans des activités de construction et de commerce.

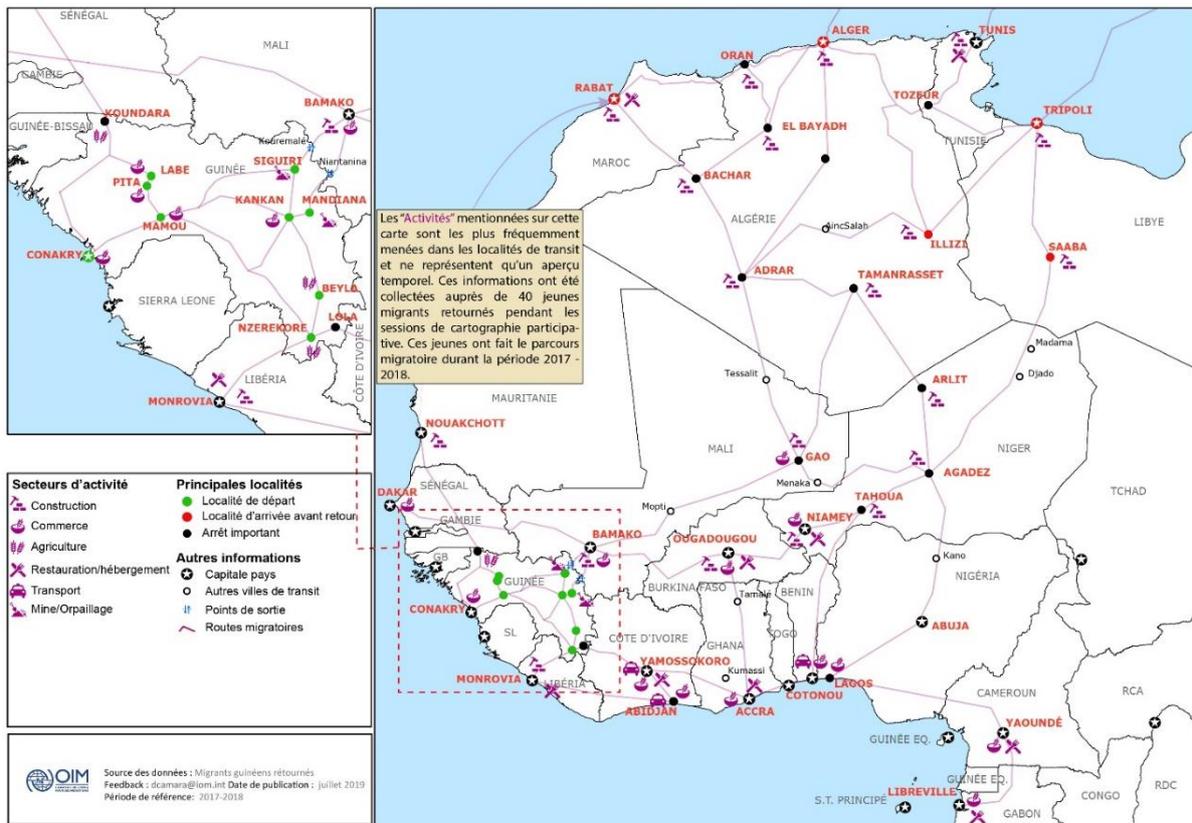
Dans le **Golfe de Guinée**, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Togo, au Bénin et au Nigéria, on remarque aussi que les migrants peuvent travailler dans le secteur du transport. Ces derniers sont les seuls pays de la région où ils semblent pouvoir exercer dans ce secteur. D'après les résultats obtenus auprès des migrants de retour, c'est aussi une des zones offrant le plus d'options pour les jeunes en termes d'opportunités d'emplois rémunérés (agriculture, commerce, restauration, hébergement, etc.). Cette région a été reconnue dans des études précédentes comme une zone de mouvements importante à la fois pour les enfants et les jeunes cherchant à s'émanciper des contextes locaux et familiaux ne leur permettant pas de se développer personnellement et économiquement³⁵.

Il est intéressant d'observer également que plus les migrants progressent dans leur traversée du Sahara vers le Nord, plus la diversité des activités économiques réalisées se réduit. Ainsi à **Tahoua, Agadez et Arlit au Niger**, les

³⁴ <https://observers.france24.com/fr/20141106-ruée-vers-or-far-west-guinee-ligne-direct-orpaillage>

³⁵ Dao Abdou, 2012, Anthropological Approaches to Studying the Mobility of Children in West Africa, in African Migrations Research.

migrants retournés affirment seulement effectuer des activités de construction. Nous observons la même tendance en Algérie, de Tamanrasset à Alger.



Carte 5 : Cartographie participative sur les activités économiques menées sur les routes migratoires

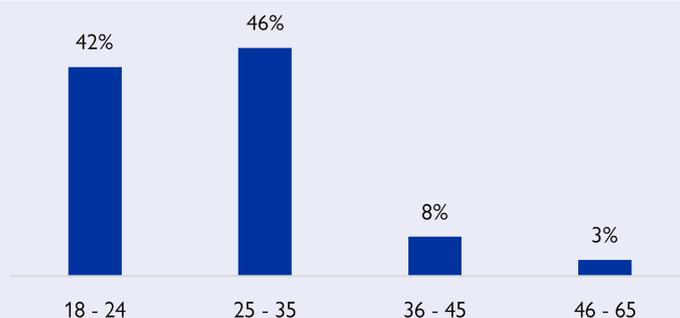
ZONES DE TRANSIT OU NOUVEAUX ESPACES DE VIE POUR LES JEUNES MIGRANTS ?

La situation des jeunes migrants dans la région aurifère de Siguiri au Nord-Est de la Guinée

Comme l'ont montré les résultats des cartographies participatives, les zones de transit pendant le parcours migratoire deviennent de véritables espaces de vie pour les migrants qui peuvent passer jusqu'à une année au même endroit et exercer diverses activités afin de subvenir à leurs besoins et préparer les prochaines étapes de leur voyage. Ce sont des espaces à la fois physiques et temporels où les projets migratoires peuvent se rejouer considérablement, pour le meilleur ou pour le pire.

La préfecture de Siguiri, au nord-est de la Guinée, est une zone de transit connue pour les Guinéens venus du littoral et en direction du Mali pour rejoindre la route de la Méditerranée Centrale. Elle présente cependant une spécificité par rapport aux autres zones car elle est particulièrement attrayante pour l'extraction de son or, à la fois pour les ressortissants guinéens mais aussi ouest-africains qui participent au développement des activités aurifères dans la région depuis plusieurs années. Les études menées dans ces zones suggèrent que presque 90% des orpailleurs en activité ne sont pas originaires de la région mais viennent d'autres régions du pays ou d'autres pays, notamment du Burkina-Faso, du Mali, du Sénégal, et du Bénin.

La récente étude de recherche réalisée par l'OIM en 2019 sur les migrations vers les sites d'orpillage en Guinée a montré que le groupe des 18 – 24 ans est le second groupe le plus représenté sur les sites d'orpillage enquêtés à Siguiri.



Graphique 20 : Répartition par âge des travailleurs

Lors des groupes de discussions organisés avec les mineurs (14 – 17 ans) et leurs tuteurs sur les sites d'orpaillage, certains ont également mentionné leur souhait de se rendre en Europe comme principale motivation, d'autres en revanche semblent avoir opté pour l'orpaillage comme solution économique de long-terme et ont affirmé avoir quitté l'école tôt pour travailler dans la recherche de l'or sur plusieurs sites artisanaux. D'autres enfin semblent être au cœur d'organisations familiales et subissent la pression d'un ou de plusieurs membres de leur famille pour exercer aussi une activité génératrice de revenus sur les sites aurifères.

Cependant, nous pouvons nous demander dans quelle mesure ces jeunes tout juste arrivés parviennent à quitter le site et à continuer leur route migratoire vers les pays voisins et potentiellement l'Europe et si leurs intentions de départ se concrétisent en effet par une tentative de migrer en Europe. Les revenus obtenus par l'orpaillage sont en effet très faibles comparés aux montants nécessaires au voyage vers l'Europe. Pendant les groupes de discussions, les mineurs ont mentionné avoir des revenus mensuels s'échelonnant entre 250 000 et 600 000 francs guinéens (entre 20 et 60 euros) dont une partie du montant doit souvent être reversée au tuteur ou à la famille. De plus, le niveau d'éducation des travailleurs orpailleurs se révèle nettement plus bas que ceux des jeunes enquêtés dans le cadre de cette étude, presque 45% des orpailleurs n'ont bénéficié d'aucune éducation.

Ces résultats témoignent de parcours migratoires divers, de formes de mobilités qui se superposent, et de facteurs de migration différenciés au sein du même groupe de « jeunes ». Il n'est pas prouvé que la mobilité vers les mines d'or fasse toujours partie intégrante d'un projet migratoire international clairement défini.

Les résultats mentionnés sont extraits des enquêtes individuelles menées auprès de 364 orpailleurs et orpailleuses dans la Préfecture de Siguiri entre avril et mai 2019 au sein de différents sites d'orpaillage situés dans huit sous-préfectures (Bankon, Dialokoro, Doko, Faralako, Kintinian, Mandiana Centre, Morodou, Niantanina).³⁶

Les informations qualitatives et estimations de salaires ont été obtenues lors des groupes de discussions organisés avec de jeunes orpailleurs âgés entre 14 et 17 ans dans les mêmes zones. La méthodologie employée pendant les enquêtes ne permet pas de généraliser les résultats pour l'ensemble des travailleurs orpailleurs au niveau de la Guinée mais les données récoltées nous fournissent cependant un éclairage précieux sur les dynamiques migratoires liées à l'extraction de l'or dans les régions transfrontalières du pays.

³⁶ Les 'Ruées vers l'or' en Haute Guinée : Profils et Dynamiques Migratoires, 2019, OIM Guinée. <https://rodakar.iom.int/fr/reports/les-%C2%AB-ru%C3%A9es-vers-lor-%C2%BB-en-haute-guin%C3%A9e-profil-et-dynamiques-migratoires>

III. LES DIFFICULTÉS LIÉES AU VOYAGE ET AU RETOUR AU SEIN DU PAYS D'ORIGINE

Plusieurs études, dont le rapport *Harrowing Journey*³⁷ conduit conjointement par l'UNICEF et l'OIM en 2017 avaient mis en perspective la vulnérabilité particulière des jeunes et adolescents originaires d'Afrique subsaharienne par rapport aux nombreuses pratiques d'exploitation subies pendant leur parcours migratoire, mais aussi les cas d'abus liés au racisme et à la xénophobie. En revanche, peu de recherches qualitatives se sont intéressées aux défis que représente le retour au pays d'origine par les migrants. Les résultats de cette recherche permettent ainsi de proposer des réflexions initiales sur la problématique du retour pour les jeunes Guinéens.

1. LA ROUTE DE LA MÉDITERRANÉE CENTRALE : UN VOYAGE LONG OÙ LES JEUNES S'EXPOSENT À DES RISQUES ET ABUS MULTIPLES

L'UTILISATION DES RÉSEAUX DE PASSEURS

« On entend parler de réseaux mais on ne les connaît pas. Souvent on met une garantie (l'argent) dans les mains d'une personne de confiance puis dès que le jeune arrive à destination, on verse l'argent au représentant du réseau. »

Groupe de discussion avec les femmes de Mamou.

Cette étude a permis d'aborder la question des réseaux de passeurs. Sept migrants sur dix ont déclaré utiliser ces réseaux (70%). Pour un peu plus d'un tiers des jeunes migrants ayant utilisé ces réseaux, le contact a été facilité à partir des contacts informels (37%). Les amis des passeurs en Guinée (30%) et dans le pays de destination (21%) ont aussi été déclarés comme étant des facilitateurs pour les jeunes migrants pour le voyage.

Les réseaux de passeurs recourent des situations très différentes et ne sont pas systématiquement synonymes d'abus, d'exploitation ou de violation des droits humains. Cependant les frontières sont floues, et les réseaux de passeurs pour la traversée saharienne sont souvent connectés aux réseaux de traites d'êtres humains. Ainsi nous pouvons considérer que le recours à un facilitateur de voyage pour un jeune dans le cadre de cette recherche les rend bien plus dépendants et vulnérables sur la route, car les divers arrangements avec ces facilitateurs sont souvent susceptibles d'aboutir à des formes d'exploitation, de travail forcé ou d'abus³⁸.

TABLEAU 6 : RÉPARTITION (%) DES JEUNES MIGRANTS DE RETOUR AYANT EU RECOURS A UN RÉSEAU DE PASSEUR SELON LA SOURCE D'INFORMATION UTILISÉE

Source d'information	Pourcentage
Bouche à oreille	40%
Réseaux sociaux	21%
Famille destination	13%
Passeurs	11%
Médias journaux	10%
Familles retournées	4%
Chefs religieux	0%
Autre	0%
Total	100%

³⁷ *Harrowing Journey*, Children and Youth on the Move across the Mediterranean Sea, at risk of trafficking and exploitation, UNICEF, September 2017.

https://www.iom.int/sites/default/files/press_release/file/Harrowing_Journeys_Children_and_youth_on_the_move_across_the_Mediterranean.pdf

³⁸ Idem.

D'après les résultats de l'enquête, les principales sources pour obtenir les informations sur le réseau de passeurs et se rapprocher des membres du réseau sont : le bouche à oreille (40%), les réseaux sociaux (21%) et la famille du jeune migrant dans le pays de destination (13%). Par ailleurs 11% des jeunes migrants ont eu directement recours aux réseaux de passeurs, sans finalement passer par un intermédiaire.

Concernant la source d'information choisie pour recueillir des informations sur le voyage en général ainsi que sur le pays de destinations, 87% des jeunes migrants ont répondu avoir utilisé le bouche-à-oreille. Près de la moitié des jeunes se sont aussi informés à travers les réseaux sociaux (47%). Ainsi, que ce soit pour communiquer avec un facilitateur de voyage ou s'informer sur le parcours migratoire de manière générale, les modes de communication privilégiés sont le bouche-à-oreille et l'utilisation des réseaux sociaux.

LES MODALITÉS DE VOYAGE ET LES DIFFICULTÉS DU PARCOURS MIGRATOIRE

La migration irrégulière, en particulier pour les plus jeunes voyageant seuls, est par définition associée aux risques et au manque (nourriture, hygiène, sécurité, soins etc.). Selon les résultats de l'enquête individuelle, si 65% des migrants ont affirmé voyager avec d'autres personnes, plus du tiers (35%) des migrants guinéens âgés de 14 à 24 ans voyageaient cependant seuls, ce qui constitue un facteur aggravant les risques et la vulnérabilité des migrants le long du parcours.



Graphique 21 : Mode de voyage privilégié choisi par les migrants

Le rapport *Youth and Mobility*³⁹, basé sur les résultats de plus de 11,000 enquêtes administrées auprès de jeunes âgés de 14 à 24 ans dans différents pays de la région en 2018, donne aussi des informations précieuses sur les difficultés rencontrées par les plus jeunes le long des trajets migratoires. Si 29% affirment avoir été confrontés à des difficultés pendant leur voyage, cette proportion atteint 35% pour les moins de 25 ans enquêtés depuis la Guinée. En Guinée la principale difficulté mentionnée par les moins de 25 ans est le problème des documents d'identité (30% des personnes enquêtées).

En s'intéressant aux conditions de vie pendant le parcours migratoire, les résultats de la recherche ont mis en perspective les différentes difficultés et abus rencontrés par les jeunes migrants sur la route. Ainsi, 70% de jeunes migrants ont indiqué avoir subi la prison ou un centre de détention dans les pays de transit en Libye, Algérie ou Maroc. Quant à la confiscation des biens, ce sont 40% des jeunes qui ont déclaré être victimes de vols lors de leur expédition migratoire. Le manque d'argent a également été désigné comme une difficulté majeure, puisque 37% des jeunes migrants ayant participé à l'enquête ont indiqué avoir manqué de moyens financiers pendant leur migration.

³⁹ Youth and Mobility, Children and Youth on the move across West and Central Africa in 2018, OIM, Bureau Régional de Dakar, Mai 2019.

Enfin, plus d'un tiers des jeunes migrants de retour en Guinée ont déclaré être victimes de détention arbitraire (20%) et de travaux forcés (37%).

TABLEAU 7 : DIFFICULTÉS ET ABUS RENCONTRÉS PENDANT LA MIGRATION (QUESTION A CHOIX MULTIPLES)	
Difficultés et Abus	Pourcentages
Travaux forcés	37%
Prison	70%
Pertes d'amis	10%
Confiscation d'argent	40%
Perte ou confiscation de document	10%
Pas d'abri ou endroit à dormir	5%
Violence commise	15%
Documents perdus	1%
Victime de vol	6%
Viol	4%
Enlèvement	6%
Extorsion	5%
Détention arbitraire	20%
Manque d'argent	37%
Autres	1%

La carte 2 (voir plus haut) correspond aux informations avancées précédemment et montrent que la plupart des migrants retournés subissent des abus tout au long de la route de la Méditerranée Centrale. Les données récoltées dans le cadre de la cartographie participative ne donnent pas de détails sur le type d'abus subis, mais indiquent clairement que les capitales ou les villes importantes telles que Bamako, Ouagadougou, Niamey, Tahoua, Agadez, Gao constituent des zones de passage particulièrement dangereuses pour les jeunes Guinéens, même si de telles étapes sont peut-être nécessaires pour prendre contact avec des proches ou des facilitateurs de voyage. Alger, Tunis et Tripoli ont également été indiquées comme localités où les migrants font souvent l'objet d'abus. De plus, le rapport réalisé par *Save the Children* et le *Mixed Migration Centre* en 2018 avait également mis en lumière des points de passage particulièrement dangereux pour les jeunes en mobilité notamment à Gao au Mali puis à Agadez, tout le long de l'axe menant à la Libye⁴⁰.

D'après les résultats de ce tableau, il existe donc une toute autre réalité de la migration, bien différente de celle de « l'imaginaire migratoire » véhiculée par les médias et les réseaux sociaux, et qui incite les jeunes migrants à quitter leurs communautés d'origine. La réalité imaginée de la migration se confronte aux difficultés des expériences connues le long des routes, qui petit à petit pousseront les jeunes à envisager un retour en Guinée.

⁴⁰ *Young on the Move in West Africa*, Save the Children and the Mixed Migration Center, Février 2018, p43.

2. LA RÉINTÉGRATION COMPLEXE DES MIGRANTS DE RETOUR, DE L'ACCEPTATION INITIALE À LA MÉFIANCE

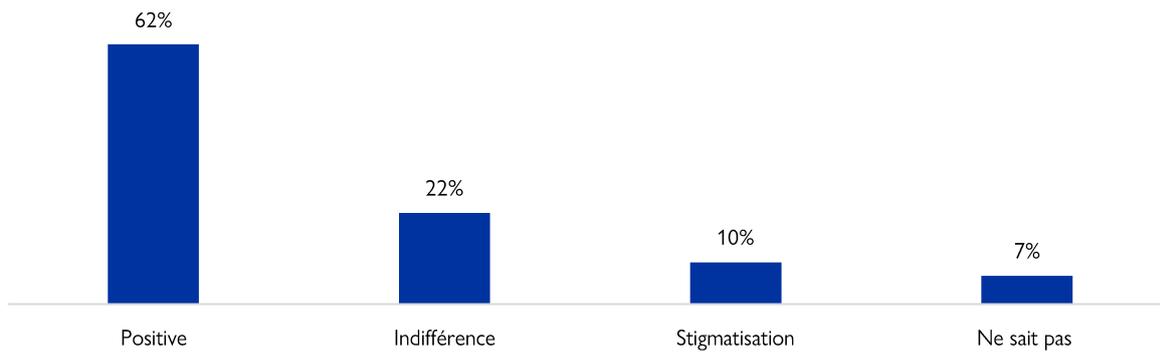
LES RAISONS DU RETOUR EN GUINÉE

Les difficultés et abus subis par des jeunes migrants dans les pays de transit ou de destination demeurent les principales raisons qui motivent le retour des jeunes migrants. Selon les résultats la fatigue reste la raison dominante et a été indiquée par 58% des répondants, suivi par le manque d'argent pour 46% des migrants de retour. 23% des jeunes migrants ont déclaré avoir vécu des violences dans les pays de transit ou de destination et 21% ont déclaré le regret de voyage. Finalement 17% des répondants ont aussi affirmé avoir souffert de xénophobie dans les pays de transit.

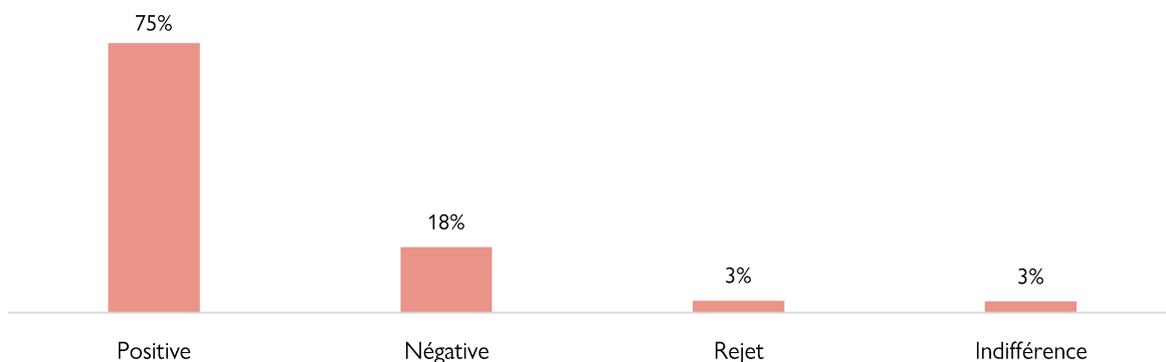
Raison de prise de décision de retour	Pourcentage
Fatigue	58%
Obstacle	1%
Perte de nécessaire	4%
Violence vécue	23%
Exploitation	6%
Xénophobie	17%
Pas de perspective	2%
Facilite le retour	19%
Pas de choix	20%
Plus d'argent	46%
Demande aux familles	12%
Regret de voyage	21%
Autres	10%

LA RÉACTION DE LA FAMILLE AU RETOUR EN GUINÉE

Cette recherche a également tenté de mieux comprendre si la famille du jeune migrant de retour a été victime de discrimination de la part de la communauté. Environ un dixième des jeunes migrants de retour (9%) ont déclaré que leur famille a été victime de discrimination sociale dans la communauté. La principale discrimination demeure les pressions sociales (53%) telles que le mariage forcé ou encore les effets de la polygamie. De plus, 3% des jeunes ont déclaré ne pas être reçus du tout par la famille.



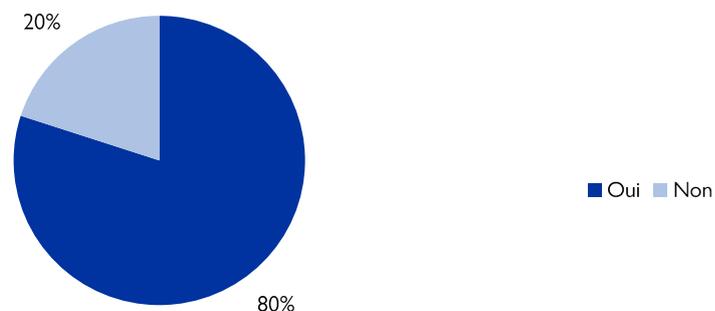
Graphique 22 : Réaction de la communauté au retour des jeunes migrants



Graphique 23 : Réaction des parents au retour des jeunes migrants

Par ailleurs, 62% des jeunes ont déclaré être bien reçus par la communauté. Certains jeunes migrants ont déclaré avoir été stigmatisés par leur entourage et la communauté (10%). Un dixième des jeunes migrants retournés ont déclaré avoir été victimes de la stigmatisation. Les résultats indiquent également que pour 75% des migrants retournés, la réaction des parents est positive alors qu'elle a été négative pour 18% des retournés.

Il semble que les jeunes migrants de retour soient relativement bien acceptés au sein de leur société de retour. En effet, 80% des jeunes migrants de retour se sentent bien intégrés en Guinée.



Graphique 24 : Sentiment d'intégration au sein des communautés de retour

L'INTÉGRATION DÉLICATE DES JEUNES MIGRANTS DE RETOUR

*« Bien accueillis à l'arrivée par la communauté ;
Quelques jours plus tard, la méfiance de la communauté s'installe à leur égard. »*

Groupe des sages de Nzeroké.

Cependant, les résultats collectés auprès des familles et des communautés permettent de nuancer ces premiers résultats. En effet, les sages et leaders communautaires ont assuré que les jeunes peuvent aussi facilement être mal perçus, on les pense « maudits », ou portant malchance aux familles. Les conditions de départ décrites plus tôt ; où les familles ne sont que rarement engagées dans le processus de décision de migration, se répercutent sur la manière dont elles vont accueillir les migrants à leur retour. Le départ des jeunes peut avoir un impact néfaste sur le ménage, d'autant plus si ces derniers ont volé les biens de leurs propres familles pour organiser le départ. Lorsqu'ils réintègrent leur communauté d'origine, les jeunes retournés ont généralement une situation plus précaire qu'au départ, comme il a été analysé en première partie. Dès lors, la réintégration du migrant est à nouveau à la charge des ménages vivant déjà dans des conditions précaires.

« Ils reviennent dans des conditions défavorables qui jouent sur les revenus de la famille car à leur départ ils volent le bien des parents et à leur retour les parents sont obligés de mettre l'argent dans leur insertion, la santé et l'éducation. »

Groupe des sages de Kankan.

LA RÉINTEGRATION DIFFICILE DES JEUNES FEMMES EN GUINÉE, ENTRE STIGMATISATION ET DISCRIMINATION

Si les hommes sont confrontés aux dangers de la migration irrégulière sur les routes, les **migrations autonomes des jeunes filles présentent de nouveaux risques**. Elles sont vulnérables le long de la route migratoire aux abus, à la prostitution ou aux réseaux de traites des personnes.

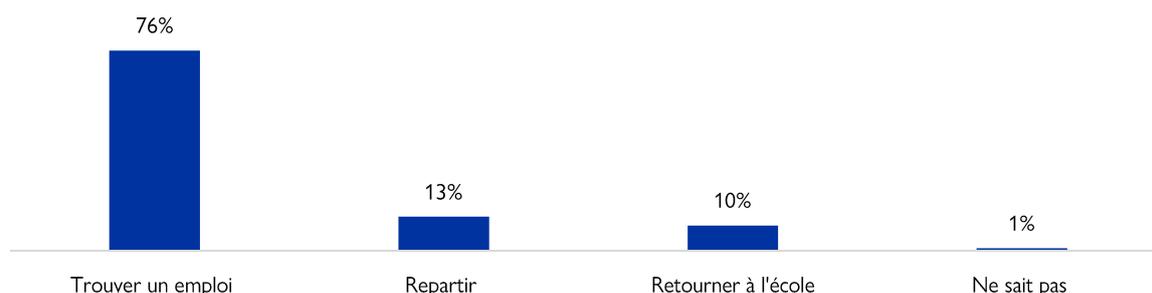
L'étude sur la mobilité des jeunes en 2018 menée par *Save the Children* et le *Mixed Migration Centre* a également mis en lumière le fait que la migration indépendante des jeunes filles est beaucoup moins autorisée et commune dans les mœurs traditionnelles. La justification la plus acceptable de la migration reste finalement le mariage et donc fragilise toute option d'émancipation ou d'autonomisation de la femme.

Du point de vue des communautés ou des personnes qui restent dans les villages d'origine, l'expérience de migration d'une femme lorsqu'elle échoue et rentre dans son pays d'origine est souvent associée aux viols, ou à la prostitution, ce qui est loin d'être accepté au sein des communautés d'origine. Ainsi, les discussions avec les leaders communautaires de la commune de Mamou ont clairement mis en lumière le fait que la réintégration des jeunes filles au sein des communautés de départ est plus compliquée que celle des hommes. La décision de migrer a elle-même été réalisée dans une volonté de se dissocier d'une société qui ne répondait pas à leurs attentes. En effet, en Guinée l'accès à l'emploi déjà difficile pour les hommes est encore plus dur pour les femmes. Cette situation constitue un vrai défi pour l'Etat guinéen. En tentant de s'extraire d'une situation précaire et d'agir pour leur insertion socioéconomique, les jeunes Guinéennes, lorsqu'elles retournent dans leur pays, s'exposent à la stigmatisation et à la discrimination des membres de leurs communautés d'origine.

La migration irrégulière a également un impact psychosocial élevé à la fois pour les migrants de retour eux-mêmes mais aussi pour les familles et les communautés au sein desquelles ils souhaitent se réintégrer. La réintégration des migrants se complexifie davantage par les traumatismes vécus à l'étranger ou pendant le parcours migratoire. En effet les traumatismes psychologiques liés aux abus, à la torture ou autres mauvais traitements peuvent rendre les migrants de retour inaptes au travail et compliquer ainsi leur réinsertion sociale et professionnelle.

3. LES INTENTIONS DE VOYAGE APRÈS LE RETOUR EN GUINÉE

D'après les résultats de l'enquête, trois quarts des jeunes migrants de retour (76%) ont l'intention de s'installer et trouver un emploi. En revanche, 13% espèrent repartir pour une nouvelle migration. Un dixième de ces jeunes, veulent retourner à l'école. Il est intéressant de noter que le pourcentage des personnes souhaitant renouveler l'expérience de migration est bien moins élevé que dans le cadre d'une autre étude de recherche menée au Sénégal en parallèle, auprès d'un groupe de migrants de retour, qui analysait le phénomène des nouvelles migrations piroguières au Sénégal. Dans l'échantillon de migrants de retour sénégalais interrogés⁴¹, près d'un migrant sur deux avait le désir de renouveler l'expérience migratoire. Ainsi, l'expérience migratoire particulièrement difficile et traumatisante vécue par cette population très jeune en Guinée constitue un frein important à d'autres projets migratoires. La grande majorité semble ainsi plutôt vouloir donner une seconde chance à leur installation en Guinée, et créer un projet professionnel.



Graphique 25 : Les intentions futures des jeunes migrants de retour

Parmi le groupe des migrants de retour souhaitant renouveler l'expérience de la migration (13% des jeunes migrants de retour), 35% ont de nouveau pour raison principale le manque d'opportunités économiques en Guinée. La réunification familiale et la pression sociale demeurent les secondes raisons évoquées par les jeunes. Par ailleurs, plus de huit jeunes sur dix ont au moins évoqué le manque d'opportunités en Guinée comme raison suffisante pour repartir à l'étranger.

TABLEAU 9 : RAISON DE REPARTIR A L'ÉTRANGER DES JEUNES MIGRANTS DE RETOUR (%)		
Raison repartir à l'étranger	Effectif	Pourcentage
Pas d'opportunités économiques	46	35%
Réunification familiale	12	9%
Pressions sociales	12	9%
Décès des parents	11	8%
Manque de sécurité	10	8%
Pressions familiales	10	8%

⁴¹ Les Nouvelles Dynamiques Migratoires au Sénégal, Situation sur la reprise de la route ouest africaine, Septembre 2019, OIM Sénégal. Dans le cadre de la recherche, 356 migrants de retour ayant tenté de migrer en Espagne ont participé aux enquêtes individuelles. https://rodakar.iom.int/sites/default/files/1%20-%20October_FINAL_DFID_Nouvelles%20Dynamiques%20Migratoires%20au%20Senegal_FINAL_15%2001.pdf

Envie d'aventure	10	8%
Déplacement forcé	7	5%
Ne sais pas	5	4%
Pas d'accès à l'éducation	4	3%
Désintérêt	4	3%
Pas d'accès à la santé	1	1%
Total	132	100%

CONCLUSIONS

Cette étude de recherche montre que la migration irrégulière des jeunes est bien un phénomène multidimensionnel, complexe et dynamique. Le manque d'opportunités économiques a en effet été désigné par 69% des jeunes migrants de retour comme la première raison de quitter la Guinée, mais la migration est aussi fortement motivée par la pression sociale, la dégradation des conditions de vie des ménages même en zone urbaine, et l'existence de réseaux de proches qui peuvent soutenir et aider au projet migratoire.

L'analyse des données qualitatives a montré que la migration des jeunes Guinéens a changé de modalités par rapport aux stratégies migratoires des générations précédentes. La migration irrégulière, par son aspect incontrôlable, l'augmentation des risques et des dangers le long de la Route de la Méditerranée Centrale rend les familles et les communautés particulièrement inquiètes quant aux départs des membres les plus jeunes. Elles ne soutiennent pas le mouvement récent de la migration irrégulière des jeunes et encouragent les institutions gouvernementales à adresser le problème de l'emploi urgemment.

La migration irrégulière des jeunes en Guinée est un phénomène propre à une génération qui partage les mêmes craintes et aspirations et revêt dans le même temps une profonde dimension individuelle. Les taux de départs élevés sont donc aussi la preuve du dynamisme important d'une jeunesse cherchant à se définir en s'écartant des schémas familiaux et traditionnels mais auquel les politiques actuelles ne répondent pas ou pas assez. Ces jeunes hommes et femmes âgés de 15 et 24 ans utilisent en effet le phénomène migratoire comme un processus d'individualisation, d'autonomisation et de définition de soi.

Comme analysée par Patrick Gonin et Nelly Robin dans leur lecture de la reprise des migrations maritimes au départ du Sénégal dans le milieu des années 2000⁴², la migration est avant tout l'« *expression d'une forte demande sociale* », témoignant de besoins sociaux et économiques spécifiques. Cette migration internationale des jeunes à destination de l'Europe est un signal fort au gouvernement guinéen. Elle constitue « un appel » de la majorité de la population guinéenne qui cherche activement sa place au sein d'un monde globalisé, davantage connecté, et manifestant sa volonté d'accéder aux mêmes opportunités que les jeunes en Europe Occidentale ou dans les autres pays du « Nord ».

Les résultats des cartographies participatives réalisées avec les migrants de retour ont aussi montré que les parcours migratoires sont rarement directs. Ils se réalisent en fait en plusieurs étapes, peuvent durer de longs mois, où les migrants vont en fait mettre à profit les lieux de transit pour exercer divers emplois puis mobiliser leurs réseaux de connaissances ou prendre contact avec les facilitateurs de voyage. Ces nombreux points de passage stratégiques situés le long de la Route de la Méditerranée Centrale (Bamako, Gao, Niamey, Agadez) rassemblant aussi des réseaux familiaux importants, bien que incontournables, sont aussi synonymes de risques et de vulnérabilité accrus

⁴² *Les routes migratoires au Sénégal*, Patrick Gonin et Nelly Robin, 2017.

pour les plus jeunes. Même arrivés au Maghreb, ces derniers ne sont pas à l'abri des expulsions des autorités. La souffrance extrême vécue dans les pays de transit mène finalement à la décision du retour au pays d'origine.

Enfin, le fait que près de 76% des jeunes migrants de retour aient l'intention de rester en Guinée pour trouver un emploi, contre une très faible proportion de migrants désirant repartir de nouveau (13%) représente finalement une opportunité importante à saisir afin de pouvoir réintégrer durablement les plus jeunes au sein de la société guinéenne. Cette tâche apparaît néanmoins difficile puisque le taux de chômage est justement le plus élevé en capitale. De plus la situation des jeunes s'est détériorée pendant l'expérience migratoire alors que l'offre d'emploi reste limitée.

RECOMMANDATIONS

- Continuer de promouvoir les activités de recherche, de collecte et d'analyse de données quantitatives et qualitatives précises et régulières sur la thématique de la migration des jeunes afin de mieux comprendre et analyser les facteurs qui poussent les plus jeunes à la mobilité, même en pleine conscience des risques. Ceci permettra de mieux informer les actions gouvernementales en matière de politiques publiques ainsi que les acteurs locaux et internationaux pour la mise en œuvre de programmes spécifiques et mieux adaptés aux réalités locales.
- Encourager les agences des Nations Unies travaillant sur la question migratoire (ILO, OIM) à soutenir les partenaires gouvernementaux pour la mise en place de programmes professionnels concrets afin de pouvoir répondre à la problématique de l'employabilité des jeunes de manière durable. Le manque d'opportunités économiques a en effet été désigné par 69% des jeunes migrants comme la première raison de quitter la Guinée, et par 35% des jeunes migrants envisageant un nouveau départ vers l'Europe, après le retour. Les tragédies largement médiatisées liées à la migration irrégulière des jeunes entre 2014 et 2017 ont effectivement rappelé au gouvernement guinéen l'urgence d'œuvrer en faveur de l'emploi des jeunes. En réponse à la Déclaration du Millénaire pour le développement, Le Programme National d'Appui à l'Emploi des Jeunes (PEJ)⁴³ prévoyant la création de plus de 15 000 postes pour les jeunes sur une période de quatre ans (2008 – 2011) notamment en augmentant les capacités du secteur privé, a été pensé et mis en place dans ce cadre. Plus récemment le Ministère de la Jeunesse a aussi lancé un projet financé par la Banque Mondiale, BoCEJ⁴⁴ visant les jeunes diplômés chômeurs afin de les initier à l'entrepreneuriat. Il conviendra ainsi de soutenir les efforts de l'Etat et de la société civile pour la mise en œuvre de programmes de formation technique de qualité, et d'apprentissage afin de favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes entre 14 et 24 ans, période où ils sont particulièrement vulnérables et fortement tentés par la migration car désireux de s'affranchir du cadre familial et traditionnel. Cela pourra aussi inclure le renforcement des capacités institutionnelles des ministères ou institutions (Ministère de la Jeunesse, de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Professionnelle et l'Agence Guinéenne pour la promotion de l'Emploi) en charge d'assurer le plein emploi et la réduction de la pauvreté. Cela se traduira aussi par

43 « Projet Emploi des Jeunes en Guinée » https://www.gn.undp.org/content/guinea/fr/home/operations/projects/poverty_reduction/projet-emploi-des-jeunes-en-guinee-pej.html

44« Booster les Compétences pour l'Employabilité des Jeunes » <https://www.bocej-guinee.org>

l'amélioration des institutions scolaires et la création de nouvelles structures éducatives de qualité adaptées aux besoins des jeunes en recherche d'emploi, en particulier dans les zones rurales.

- Inviter les acteurs de la société civile et les institutions gouvernementales à prendre en compte la dimension du genre dans la migration des jeunes en Guinée, la problématique de la marginalisation des jeunes femmes en milieu rural, ainsi que les difficultés de réinsertion et de réintégration qui en découlent pour les jeunes migrantes de retour. Les femmes ont plus difficilement accès à un emploi rémunérateur en dehors de la sphère domestique, de plus la migration des femmes guinéennes est moins acceptée par les communautés et les rend plus vulnérables pendant la route migratoire. Il convient de mettre en place les moyens nécessaires pour protéger les jeunes filles migrantes et mettre en œuvre des moyens de sensibilisation spécialisés et différenciés en fonction des réalités locales (zone urbaine ou rurale, secteur d'activité...).
- Inviter les acteurs de la société civile à mettre en place des mécanismes de consultation, de dialogue et de regroupement directement auprès des plus jeunes, des adolescents et des communautés avec des institutions gouvernementales (au niveau local, régional et national), par exemple par le biais de groupes de discussion réguliers, afin de mieux saisir leurs besoins, leurs aspirations et leurs attentes. Ces revendications citoyennes pourraient ainsi inclure des messages clés qui renforceront les activités de plaidoyer pour mieux répondre aux aspirations de la jeunesse guinéenne à la fois en ville et en zones rurales au niveau économique, social et culturel. Ces mêmes mécanismes permettront ainsi aux jeunes de participer pleinement aux prises de décision et débats de l'espace public les affectant directement et aux différents stades de conception des projets.
- Se rapprocher plus particulièrement des communautés rurales (Basse-Guinée, Moyenne-Guinée, Haute-Guinée et Guinée Forestière) et mettre en place des systèmes d'évaluation des risques et opportunités afin d'engager des interventions et programmes de développement inclusifs adaptés aux réalités locales, en particulier aux plus jeunes. Ceci permettra d'œuvrer pour l'autonomisation des jeunes en zones rurales tout en modifiant peu à peu les modalités de départ des jeunes Guinéens de ces mêmes zones, la migration devenant alors un choix, et non pas une « obligation »⁴⁵. La République de Guinée fait en effet face à d'importantes différences structurelles entre les différentes régions naturelles du pays. Soutenir particulièrement les activités économiques au sein des zones rurales permettra ainsi de les dynamiser et d'en améliorer l'attractivité pour les plus jeunes. Il conviendra aussi de prendre en compte l'impact des changements climatiques et des modifications environnementales sur les différents secteurs économiques en zones rurales et leurs influences sur la migration à la fois vers les centres urbains et en dehors des frontières en Guinée. Offrir de nouvelles opportunités et perspectives culturelles et sociales dans les communautés rurales permettra également d'avoir une approche compréhensive du phénomène de la migration irrégulière.
- Encourager la création d'associations de migrants de retour en zones urbaines mais également en zones rurales pour permettre un meilleur partage de l'information et une meilleure connaissance des parcours migratoires, des risques, dangers et difficultés rencontrés pendant le voyage. Ceci favorisera la création de réseaux de soutien entre migrants retournés et futurs migrants, et la mise en place d'activités de

⁴⁵ Investir dans les jeunes ruraux pour favoriser un développement durable et équitable, FIDA, 2015
https://www.ifad.org/documents/38714170/39135645/investing_f.pdf/b9b6454a-9379-4bd8-b377-d3311ee17aab

sensibilisation conçues par les migrants eux-mêmes évitant ainsi que les départs ne s'effectuent sans informations concrètes sur le processus migratoire et encourageant une migration plus sûre pour les futurs candidats et candidates à la migration.

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES DE PRESSE

- Isabelle Marchais, « Le 'drame atroce' du vol Conakry-Bruxelles Deux jeunes Guinéens morts de froid dans le train d'atterrissage », Libération, 4 août 1999. https://www.liberation.fr/planete/1999/08/04/le-drame-atroce-du-vol-conakry-bruxellesdeux-jeunes-guineens-morts-de-froid-dans-le-train-d-atterris_281551
- Coralie Pierret « Les migrations ne sont pas uniquement un phénomène négatif » selon Idrissa Somparé ?, RFI, Août 2017. <http://www.rfi.fr/emission/20170829-idrissa-sompare-guinee-oim-migrations-france-controle-effets>
- Ibrahima Sory Diallo, « Immigration clandestine : entre illusions et déceptions, les rêves brisés des jeunes Guinéens », Guinée Matin, 15 octobre 2015 <https://guineematin.com/2017/10/15/immigration-clandestine-entre-illusions-deceptions-reves-brises-de-jeunes-guineens/>
- Les migrants de retour en Guinée exploitent la force de l'unité, Interpress, Mars 2019, <https://reliefweb.int/report/guinea/les-migrants-de-retour-en-guin-e-exploitent-la-force-de-l-unit>
- Algérie. Le recours au profilage ethnique conduit à l'expulsion de plus de 2000 migrants subsahariens, 23 Octobre 2017. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2017/10/algeria-mass-racial-profiling-used-to-deport-more-than-2000-sub-saharan-migrants/>

RÉFÉRENCES ACADEMIQUES

- Barker Gary, Ricardo Christine, 2005, *Young Men and the Construction of Masculinity in Sub-Saharan Africa: Implications for HIV/AIDS, Conflict, and Violence*, Social Development Papers, The World Bank.
- Dao Abdou, 2012, *Anthropological Approaches to Studying the Mobility of Children in West Africa*, in African Migrations Research.
- Étienne Piguet, 2013, *Les théories des migrations, Synthèse de la prise de décision individuelle*, Revue Internationale des migrations européennes.
- Etienne Piguet, Juin 2008, *Dynamiques de l'émigration extracontinentale, Etude de Cas, Conakry*, Université de Neuchâtel, Institut de Géographie.
- Fatima Juarez, Thomas LeGrand, Cynthia Lloyd, Susheela Singh and Véronique Hertrich, 2015, *Youth Migrations and Transition to Adulthood in developing countries*, SAGE Journals.
- Haug Sonja, 2008, *Migration Networks and Migration Decision-Making*, The Journal of Ethnic and Migration Studies, Volume 34, 2008 - Issue 4: Economics in Migration Research: Prospects for Disciplinary Integration.
- Mahamet Timéra, 2001, *La migration des jeunes sahéliens, affirmation de soi et émancipation*, Autrepart.
- Mandiogou Ndiaye et Nelly Robin, 2010, *Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest, une dynamique de régionalisation renouvelée*, Les migrations subsahariennes.
- Massey DS, Arango J, Hugo G, Kouaouci A, Pellegrino A, Taylor JE. 1998. *Worlds in motion: Understanding international migration at the end of the millennium*, Oxford: Clarendon Press.
- Ndione Babacar, 2009, *Contexte local et migration : l'exemple des dynamiques migratoires internationales de quartiers dans la ville sénégalaise de Kaolack*, Revue Européenne de Démographie, Vol. 25, No. 3 (Aug., 2009), pp. 325-354.
- Stéphanie Lima, Jérôme Lombard et Hasnia-Sonia Missaoui, 2017, *Mobilités, migrations inter-transnationales et réseaux sociaux : regards croisés empiriques et méthodologiques*, Espaces Populations et Sociétés.

- [Université Gaston Berger de Saint-Louis, Janvier 2019, *La migration mon projet, Les candidats et les réseaux migratoires, le Cas de la République de Guinée*, Laboratoire des Etudes et Recherches sur le Genre, l'Environnement, les Religions et les Migrations.](#)
- [Véronique Petit et Alhassane Balde, 2017, *Les migrations des guinéens vers l'Union Européenne : marginalité statistique VS. Impact social, Esprit du temps.*](#)
- [Patrick Gonin et Nelly Robin, 2017, *Les routes migratoires au Sénégal.*](#)

PUBLICATIONS DE L'OIM ET AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- Evaluation sur les profils migratoires en Guinée, Mars 2017, OIM Guinée
- Youth and Mobility: Children and Youth On the Move Across West and Central Africa in 2018, OIM Avril 2019
- Les 'Ruées vers l'or' en Haute Guinée : Profils et Dynamiques Migratoires, 2019, OIM Guinée.
<https://rodakar.iom.int/fr/reports/les-%C2%AB-ru%C3%A9es-vers-lor-%C2%BB-en-haute-guin%C3%A9e-profil-et-dynamiques-migratoires>
- Migration, Employment, and Youth: Perspective from West Africa, Chapter 7, UNICEF
- Nouvelles Dynamiques Migratoires au Sénégal, Situation sur la Reprise de la Route Ouest Africaine, 2019, OIM Sénégal, https://rodakar.iom.int/sites/default/files/1%20-%20October_FINAL_DFID_Nouvelles%20Dynamiques%20Migratoires%20au%20Senegal_FINAL_15%2001.pdf.
- Un périple meurtrier pour les enfants, Sur la route de la Méditerranée centrale, UNICEF SOS enfants, Février 2017.
- Young on the Move in West Africa, Save the Children and the Mixed Migration Center, Février 2018.
- Rapport sur les adolescents et les jeunes : Afrique de l'Ouest et du Centre, United Nations Populations Fund, 2018.
- Harrowing Journey, Children and Youth on the Move across the Mediterranean Sea, at risk of trafficking and exploitation, UNICEF, September 2017.
- Investir dans les jeunes ruraux pour favoriser le développement durable et équitable, Mars 2015, FIDA https://www.ifad.org/documents/38714170/39135645/investing_f.pdf/b9b6454a-9379-4bd8-b377-d3311ee17aab

ANNEXES

ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE DÉTAILLÉE DE L'ÉTUDE

La mise en œuvre de la recherche a été réalisée en 5 étapes :

ÉTAPE 1 : CONCEPTION

Cette étape a concerné l'élaboration des outils de collecte et la validation méthodologique. Elle a regroupé toutes les opérations préalables au démarrage de l'enquête :

- Conception des outils techniques (questionnaires, fiche et manuel)
- Constitution de la base de sondage des migrants et des ménages des migrants
- Validation des outils méthodologiques
- Conception du programme de collecte sous ODK (Open Data Kit)
- Préparation des kits des agents de terrain (matériels)

Cette phase a impliqué l'ensemble du personnel technique de l'OIM et la coordination technique de l'enquête à l'INS. Cette étape a duré 10 jours.

ÉTAPE 2 : FORMATION

La formation des agents de terrain occupe une place importante dans la réalisation des enquêtes. La qualité des résultats en dépend largement. En prélude au démarrage des travaux de collecte, deux séries de formations des agents de terrain ont été organisées. L'objectif de ces formations était de permettre aux agents de terrain de s'imprégner des documents techniques de l'opération et de la stratégie de collecte des données afin d'assurer aisément les tâches qui leur seront dévolues. Cela leur a permis de mieux comprendre le questionnaire, l'utilisation des tablettes, la méthode de remplissage et les techniques d'administration des questionnaires.

La formation des agents de terrain a été réalisée en deux phases : la 1^{ère} phase est celle de l'enquête AVR (Téléphone). Cette formation a regroupé huit agents standardistes, elle a duré deux jours. La seconde phase de la formation est celle de l'enquête ménage, qui a duré un jour dans les locaux de l'OIM à Conakry.

ÉTAPE 3 : ENQUETE PILOTE

Après la formation des agents de terrain, les outils de collecte ont été testés auprès de quelques individus et ménages à Conakry. Cette activité avait pour objectifs de :

- Tester les outils de collecte des données (questionnaires, fiches) en termes de :
 - Cohérence dans les informations à recueillir
 - Pertinence des questions posées
 - Objectivité escomptée de l'étude

- Tester la méthodologie de collecte sur le terrain relative :
 - A la durée de l'interview ou temps d'administration des questionnaires individuels et des fiches d'entretien
 - Au nombre d'individus à enquêter par agent
- Tester le mode d'utilisation des tablettes par les agents ;

La phase de l'enquête pilote a duré 2 jours. Elle a été réalisée à Conakry

ÉTAPE 4 : COLLECTE DES DONNÉES

La collecte quantitative réalisée par Kobo collect et celle qualitative a été faite à travers un formulaire papier par les agents enquêteurs de l'INS.

Les entretiens individuels ont été menés dans les ménages des migrants et les entretiens groupés ont eu lieu dans un établissement public (Ecole, mairie, Préfecture etc.).

Les données ont été stockées dans une base de données qui a été mise en place et gérée par l'OIM. La collecte des données de cette opération a été composée de quatre principales sous-étapes :

Sous-étape 4.1: Enquêtes sur les AVRR (par téléphone)

L'étude a débuté avec ces entretiens qui ont concerné un échantillon de 415 AVRR choisis au hasard et ayant bénéficié ou pas de projets de l'OIM au cours de la dernière année (septembre 2017 - septembre 2018). L'objectif était de collecter des informations sur les déclencheurs socio-culturels de la migration internationale, en particulier pour les retournés.

Le questionnaire comportait 7 sections :

- [Section 1](#): Localisation des migrants
- [Section 2](#) : Informations socio démographiques des migrants
- [Section 3](#): Parcours et expériences migratoires
- [Section 4](#): Facteurs déclencheurs de la migration
- [Section 5](#): Situation économique avant le départ
- [Section 6](#) : Situation économique actuelle
- [Section 7](#): Intégration et perception sur la migration

Sous-étape 4. 2 : Un entretien avec les ménages ayant au moins un jeune en migration ou retourné :

Un entretien semi-structuré a été conduit avec un représentant de la famille à enquêter, au sein de 210 ménages. Ces familles ont été choisies dans les localités ayant un fort taux de migrants de retour et/ou de jeunes se trouvant sur les routes migratoires. L'identification des familles à enquêter s'est effectuée avec le concours des autorités locales et ONG partenaires. Seuls les ménages dans lesquels réside au moins un migrant de retour ou a résidé un jeune en cours de migration internationale ont été enquêtés.

Ce questionnaire se composait de 9 sections :

- [Section 1](#) : Localisation du ménage
- [Section 2](#) : Informations socio démographiques des individus du ménage
- [Section 3](#) : moyen de subsistance du ménage et activité économique
- [Section 4](#) : Habitation
- [Section 5](#) : Défis
- [Section 6](#) : Alimentation

- [Section 7](#) : Migration effectuée par des jeunes du ménage
- [Section 8](#) : Retour en Guinée du migrant
- [Section 9](#) : Perception sur la migration

Sous-étape 4.3 : Focus Group (FGD) avec des leaders communautaires et retournés

Au sein de chaque localité identifiée comme étant des zones de forte migration des jeunes, des dirigeants locaux et / ou des leaders de la communauté (hommes et femmes) ont été identifiés. L'identification de ces informateurs clés a nécessité des travaux avec les autorités locales et les partenaires dans les endroits où l'OIM n'avait pas de contact.

Sous-étape 4.4 : Cartographie participative avec les retournés

Des exercices de cartographie participative ont été réalisés avec 40 jeunes retournés, dans le cadre de sept ateliers différents. Son but était de saisir de façon spatiale comment ces jeunes ont réalisé leur parcours migratoire tout en faisant ressortir les principales villes de transit, les difficultés rencontrées et les routes empruntées durant le voyage.

La cartographie participative des mobilités est un outil développé par l'OIM qui permet, à l'aide de groupes de discussion, de collecter rapidement auprès de la population cible, des informations sur la situation économique des migrants et les communautés ainsi que les principaux axes routiers empruntés par les migrants. Elle permet notamment d'identifier, localiser, hiérarchiser et caractériser les mouvements de populations.

La phase de collecte des données a duré 20 jours.

ÉTAPE 5 : TRAITEMENT DES DONNEES

Le traitement des données a consisté en :

- Un nettoyage des données
- Une analyse des données

Cette étape a duré 30 jours.

